

ASSEMBLÉE

DES

NOTABLES

DE L'ANNÉE 1626,

ET

HARANGUE DE HENRI IV

A CELLE DE 1596.

ASSOCIATED

BOOKS

NOTES

ON THE

AT

THE

OF THE

PROCÈS-VERBAL

*De ce qui s'est passé à l'Assemblée des Notables,
tenue au Palais des Tuileries, en l'année
1626, sous le règne de LOUIS XIII.*

EXTRAIT DU MERCURE FRANÇOIS DE LA MÊME ANNÉE.

*SUIVI de la Harangue du Roi HENRI IV,
à l'Assemblée qu'il convoqua à Rouen
en l'année 1596.*



A PARIS,
A L'IMPRIMERIE POLYTYPE, rue Favart.

1787.

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library



PROCÈS - VERBAL

*DE ce qui s'est passé à l'Assemblée
des Notables, tenue en 1626.*

VOICI ce qui s'est passé le 2 Décembre 1626 ; à l'ouverture de l'assemblée des Notables, qui fut tenue dans la Salle haute des Tuileries , à laquelle on monte par ce bel escalier suspendu.

Ce lieu avoit été gâté par le feu , du vivant de M. le Connétable de Luynes ; mais tout y avoit été réparé , & ladite Salle fut richement tapissée.

Pour commencer par ordre , le jour de Saint André, dernier jour du mois de Novembre, la Messe solennelle , pour l'ouverture de ladite assemblée , fut dite en l'Eglise Notre - Dame par l'Archevêque de Paris, où le Roi y fut avec M. le Duc d'Orléans & tous les Notables , excepté les Cardinaux.

L'Evêque de Nantes fit le sermon au milieu de la Messe ; il adressa son discours la plupart au Roi , qu'il exhorta à la clémence.

L'ouverture devoit être faite le lendemain premier Décembre ; mais à cause d'une dispute pour la pré-

séance (1), entre le Parlement de Bordeaux & celui de Grenoble , elle fut remise au lendemain.

Voici l'ordre qui y fut observé aux rangs & séances.

Le Roi étoit assis en sa chaire , & la Reine sa mère près de lui en la sienne , sous un dais qui étoit de velours violet , tout semé de fleurs-de-lys d'or. Le dais n'étoit pas suspendu comme à l'ordinaire , mais en forme de lit , soutenu par quatre colonnes.

M. le Duc d'Orléans étoit assis en une chaire , à la droite du Roi , plus bas , & hors du dais : ils étoient tous trois vêtus de deuil , à cause du décès du Duc de Mantoue.

M. le Garde des Sceaux (de Marillac) étoit à la main gauche du Roi , vis-à-vis du banc des Maréchaux de France , assis en une chaire à dossier bas , la face tournée vers l'assemblée.

Derrière le Roi , M. de Chevreuse , Grand Chambellan , étoit sur une banfelle , & autour du Roi les Capitaines des Gardes - du - Corps , avec quelques Archers.

A la droite du Roi , étoit une banfelle de travers pour les Conseillers d'Etat.

Plus avant , vers l'assemblée , une banfelle de même à dossier pour MM. les Cardinaux.

De ce même côté une banfelle de long pour les Maréchaux de France.

Après étoit encore une banfelle de travers pour les Secrétaires d'Etat.

(1) Sur la dispute pour la préséance , entre les Présidens de Bordeaux & de Grenoble , il fut dit qu'ils entreroient alternativement , & que celui de Bordeaux entreroit le premier jour.

Puis une banfelle de long pour Messieurs les Archevêques & Evêques , & pour Messieurs des Comptes.

Une banfelle derrière eux pour Messieurs les Intendans des finances.

De l'autre côté , à la main gauche du Roi , une banfelle en long pour la Noblesse de l'assemblée.

Puis une longue banfelle pour les Présidens & Procureurs-Généraux des Parlemens , & pour le Prévôt des Marchands de Paris.

Et derrière étoit la banfelle pour Messieurs des Cours des Aides.

Entre la banfelle de la Noblesse , & celle de la Justice , un peu avant dans le parc de l'assemblée , étoient les Hérauts - d'armes debout , avec leurs cottes d'armes.

Les Convoqués à l'assemblée ayant pris chacun leurs places , le Roi fit sa harangue en peu de mots , à son ordinaire , & leur dit :

» Qu'il les avoit assemblés pour remédier aux
» désordres & dérèglemens de son Etat , & que
» M. le Garde des Sceaux leur feroit entendre plus
» amplement sa volonté. »

M. le Garde des Sceaux, sur ce commandement du Roi , après deux grandes révérences , dit :

« Messieurs , si j'avois des paroles correspondantes à la dignité des choses que nous devons traiter , je ne ferois pas en peine d'espérer vos attentions ; mais je vous prie de lier vos esprits à la grandeur du sujet , plutôt qu'à mes discours.

Le Roi vous a convoqués en ce lieu pour avoir vos avis sur les plus grandes & importantes affaires de son Etat , à l'imitation des Rois , ses prédécesseurs ,

qui , en pareilles occasions , ont assemblé quelquefois les trois Ordres du royaume , quelquefois des personnes choisies particulièrement , quelquefois aussi l'un- & l'autre , tout ensemble.

Le Roi Henri II , au mois de Janvier 1558 , voyant le royaume épuisé de ses finances , & pressé de nouvelles charges mises sur le Peuple , à l'occasion des guerres , assembla , pour les nécessités de l'Etat , en la Salle de Saint - Louis , au Palais , à Paris , les trois Ordres de son royaume , & outre ce il y appela des Députés de toutes ses Cours de Parlemens , comme le rapporte M. le Président de Thou au quatorzième Livre de son Histoire , disant que , M. Jean de Saint-André , mettant les genoux en terre , remercia le Roi , en termes fort sensibles , au nom de la Cour de Parlement de Paris , & de toutes les autres du royaume , dont les Députés étoient présens , de ce qu'il avoit composé un quatrième Ordre des Magistrats , qui rendent en son nom la justice au Peuple , & l'avoit joint aux autres Ordres du royaume. En cette assemblée M. le Cardinal de Lorraine parla pour l'Eglise , M. de Nevers pour la Noblesse. M. André Guillart du Mortier , mettant aussi les genoux en terre , parla pour le Tiers-Ordre , & M. le Cardinal Bertrand , Garde des Sceaux de France , fit la clôture de la séance.

En l'année 1560 , deux ans après , fut l'assemblée des Etats , tenus à Orléans , composée seulement des trois Ordres , sous le Roi François II.

Et six ans après le Roi Charles IX convoqua une autre assemblée à Moulins , composée de tous les Ordres & de tous les Députés de ses Cours de Parlemens.

En 1579 & 1583 furent assemblés les trois Etats à Blois , & en 1596 , à Rouen , fut une autre assemblée , composée de l'Eglise , de la Noblesse , & des Officiers des Cours de Parlement , & des Maires & Echevins des bonnes villes , en laquelle les Mandés se divisèrent en trois Chambres , en chacune desquelles il y eut de tous les Ordres.

En 1614 fut tenue à Paris l'assemblée des trois Etats , & en 1617 , à Rouen , une autre assemblée , composée d'Ecclésiastiques, de Nobles & d'Officiers, à l'imitation de laquelle , & des autres précédentes , le Roi vous a convoqués.

Le soin continuel & l'affection singulière que Sa Majesté porte au repos de ses sujets & au bien de tout l'Etat , lui donne ces bonnes pensées ; car la sincérité des intentions & la droiture des affections , fait toujours cet effet dans les ames , que de leur faire prendre de bons conseils.

L'on a feint autrefois que la fausse Divinité de Memnon , représentée par une tête d'airain , rendoit quelques voix lorsqu'elle étoit frappée des rayons du soleil levant , & l'on tiroit des Oracles de ces voix.

C'étoit une invention fabuleuse fondée sur un artifice humain , qui , par le moyen des mouvemens disposés dans le creux de cette tête , échauffés par la chaleur du soleil , resserrant les cordes du mouvement , lui donnoit force , faisoit raisonner les autres cordes , encloses en icelui , par l'attouchement des roues.

La feinte toutefois nous représente un mystère véritable & utile , & nous fait entendre que la lumière céleste frappant les esprits bien disposés , y

imprime des pensées saintes , des résolutions généreuses , & des bons conseils ; ce qui se remarque davantage aux bons Rois , les conseils desquels ont des effets universels.

Le Prêtre qui servoit au temple de cette feinte Divinité , appeloit Alexandre , enfant de Dieu ; mais je prendrai plus volontiers les témoignages de l'Ecriture-Sainte , qui appelle les Rois , les premiers Juges de leur Etat , enfans du Très - Haut , pour deux raisons ; l'une , que la puissance souveraine des Rois est une émanation de la puissance infinie de Dieu ; l'autre , que les vertus des bons Rois ne sont pas tant effets de leur étude & travail , qu'une participation de l'héritage paternel , tirée de la profondeur des richesses célestes , & un effet des rayons de l'Orient éternel.

C'est de ce partage que le Roi a reçu la piété ; qui lui fait aimer la gloire de Dieu , & la promouvoir en toutes les occasions qu'il en a ; détester l'impiété , & tout ce qui est contre Dieu ; aimer les bons Ecclésiastiques , & le rétablissement des bonnes mœurs en l'Eglise ; ce qui passe si avant , qu'encore que la malice infecte grandement toutes les conditions en ce siècle , l'estime de la vertu a pris tant de pied , que parmi ceux qui sont en l'Eglise , c'est infamie que ne pas vivre selon le devoir de sa condition.

De ce partage vient encore la Justice , si chérie du Roi , qui fait qu'il aime les gens de bien & les bons Juges , & les estime beaucoup ; qu'il fait punir les coupables , sans exception , & si l'on voit des crimes impunis , c'est ou l'artifice des criminels à fuir la Justice , & détourner les preuves , ou le

défaut des Juges , qui ne correspondent pas aux bonnes intentions de Sa Majesté.

La même Justice lui fait encore bien faire aux bons , sans se laisser importuner par leurs prières ; mais les prévenant à son choix , dont il y a plusieurs exemples.

La sagesse en vient aussi , qui lui fait discerner très-clairement les gens de bien & les bons conseils , aimer à prendre conseil & s'en rendre soigneux.

Elle lui donne encore une très-grande docilité à embrasser les bonnes résolutions , & les exécuter promptement , qualité si rare , que le défaut d'icelle a terni la réputation des plus grands Capitaines.

La bonté & l'amour de son Peuple qui en procèdent , sont aussi du même lot , & paroissent en la compassion qu'il a de leurs misères.

Au soin qu'il a de leur soulagement , en embrassant fort volontiers toutes les ouvertures , jusqu'à retrancher lui-même sa propre Maison pour en trouver le moyen.

Quitter ses plaisirs pour veiller à leur bien , avec la mansuétude & bienveillance singulière , qui le fait entendre si tendrement leurs plaintes , y pourvoir par lui-même , & souvent faire office de Juge pour terminer les différens des plus petits.

La valeur & générosité vient encore de ce même partage , & nous en voyons les effets en cette inimitable promptitude à courir sus à tous ceux qui entreprennent de troubler son Etat.

En cette condition infatigable aux travaux , que ni le soleil , ni la pluie , ni les glaces , ni les orages , ni toutes les injures de l'air , n'ont pas la force de le détourner de l'exécution des choses qu'il a résolues.

Et le dernier point , que je ne puis dire sans frémir , est le mépris des hafards ; car je tremble encore quand j'entends que les balles de canon ont passé si près de ses oreilles , qu'il en oyoit le sifflement , qu'on l'a vu couvert de la poudre que les balles de canon tombans à ses pieds faisoient réjaillir sur lui , qu'on a vu souvent les mousquetades tuer plusieurs personnes fort proches de Sa Majesté ; qu'on l'a vue dans les tranchées , & loger en des logis remplis de pourriture , puanteur & corruption qui infectoient toute la Cour , Sa Majesté seule demeurant saine. Ce sont effets singuliers de cette grande générosité , mais tristes souvenirs , qui nous remplissent d'horreur & de crainte.

Sire , toute cette Compagnie vous prie , avec moi , de vous garder désormais pour l'amour de votre peuple.

Souvenez-vous , Sire , que nos vies sont attachées à la vôtre. Souvenez-vous que quand vous vous mettez au hafard , vous menez tous vos Sujets à la mort.

Conservez - vous pour l'accomplissement des grands & glorieux desseins que la Providence divine a sur vous , pour la gloire de Dieu , & la grandeur de cet État.

Ce sont , Messieurs , quelques parts des riches & précieuses pièces que Sa Majesté a reçues du trésor céleste , & de la grace abondante de la divine Majesté sur lui. A quoi nous ajoutons l'assistance particulière que la même bonté lui rend , tant au gouvernement de son Etat que de sa propre personne.

En son état lui donnant moyen de découvrir

les conjurations secrètes qui se sont faites contre son Etat & sa personne , & tirer de l'épaisseur des ténèbres palpables, en une claire & très-apparente lumière, les secrets de ces factions , nonobstant tous les sermens & les très-étroites liaisons des conjurés sous lesquelles ils s'estimoient très-assurés , & l'eussent été, si cet œil tout pénétrant n'eût, par une grace extraordinaire , fait connoître au Roi , & rendu fort évident , ce qu'ils estimoient fort caché.

Nous voyons encore l'assistance de Dieu sur le gouvernement du Roi , rétablissant son autorité royale dans son-Royaume , & aux lieux desquels elle sembloit en être bannie.

Et en renouvelant la jeunesse de l'Etat , lui donnant une nouvelle vigueur , & à nous l'espérance, si nos péchés & nos désordres ne l'en empêchent , de voir refleurir l'Etat en toutes les bénédictions qui autrefois l'ont rendu si heureux & si recommandable. Mais l'assistance divine sur la propre personne du Roi , nous est encore un plus grand sujet de confiance & d'espérance d'une grande prospérité sous son règne. Car le grand Dieu par qui les Rois régneront , ne délaisse jamais ceux qui le servent & qui ont soin de lui plaire.

Nous voyons au Roi une crainte de Dieu si particulière , qu'il en donne exemple à tous ses Sujets.

Une haine si grande du mensonge & du péché , qu'il ne cède point aux plus grands religieux des plus austères Congrégations.

Mais le troisième point que j'y remarque , & qui nous fait voir plus clairement cette assistance extraordinaire de Dieu , est la préservation de son

ame , vivre dans la Cour au milieu des courtisans en une puissance souveraine , en un âge florissant , en un siècle si licentieux & si débordé , & y vivre en innocence & y être préservé , ce n'est pas vertu , c'est miracle.

Aimons , Messieurs , & honorons de tout notre cœur , un Prince si cher à Dieu.

Aimons & honorons ce Prince donné de Dieu pour la restauration de cet Etat.

Il est né aussi-tôt qu'il a pu naître , & si-tôt qu'il a pu marcher , Dieu lui a mis le sceptre en main , les premières années duquel s'étant passées sous les heureux auspices & la singulière providence de la Reine sa mère.

Aussi-tôt quasi qu'il a monté à cheval , Dieu l'a comblé de conquêtes.

L'Histoire Sainte nous représente un grand Capitaine qui tournoyant une ville en fait tomber les murailles : la vue & la présence du Roi renverse les remparts , ruine les bastions , abat les murailles & les portes des villes , l'Angé de Dieu marche devant lui , qui lui ouvre les passages. Tout cède à l'assistance divine qui le conduit ; ce que soixante ans de rebellion avoient soustrait à l'obéissance de nos Rois , il y rentre en un instant , les villes à centaines se mettent à ses pieds ; & qui plus est , il regagne les cœurs , & ceux qui auparavant ne trouvoient repos ni sûreté , qu'en leurs armes , en leurs confédérations , & dans les murailles extorquées de nos Rois , s'en départent aujourd'hui , renoncent à toutes liaisons & intelligences , dedans & dehors le Royaume , & ne cherchent autre repos ni assurance qu'en la protection & bienveillance de Sa Majesté.

Ce sont les fruits que Dieu nous fait goûter & espérer de jour en jour plus grands sous l'heureuse conduite de notre Roi, qui ayant par sa naissance ouvert le dix-septième siècle, nous ouvre un nouveau siècle de paix & de prospérité, qu'il poussera bien avant.

Il éteindra toutes les divisions & fera renaître en son Etat, l'ancienne modestie de nos prédécesseurs, & perdre la mémoire des désordres qui ont provoqué l'ire de Dieu sur nous, qui nous ont plongés dans les grandes misères que nous avons passées, & ont mené cet Etat jusque sur le bord de son tombeau.

Ces misères, Messieurs, nous tiennent encore dans les débilités d'un corps convalescent, ayant mis cet Etat si bas que toutes les parties d'icelui en sont encore affligées.

Trois années de guerre de 1620, 21 & 22, ont consommé des deniers immenses, la dépense ayant monté telle année jusqu'à quarante millions de livres, tirés des secours extraordinaires qui ont surchargé le Royaume de grandes dépenses, en gages & en rentes, & causé une incroyable diminution du revenu d'icelui.

Nous croyons, après la prise de Montpellier, être en paix, nous commençons à nous remettre des accès précédens, quand tout-à-coup nous avons vu une conspiration presque universelle contre cet Etat, tant dedans que dehors le Royaume. Nos voisins tenoient de grandes armées sur les frontières de Champagne & de Picardie, prêtes à se jeter sur ces Provinces, dont le Roi recevoit tous les jours de bons avis, qui l'obligèrent d'ar-

mer de son côté, & tenir sur ses frontières deux puissantes armées. La rebellion intestine le força de tenir encore des armées en Languedoc, en Guyenne & en Poitou, & une armée navale aux environs de la Rochelle, dont le fruit a été tel que les acclamations de joie en durent encore.

Nos voisins ont voulu opprimer nos alliés, & essayé d'ôter à cette couronne les passages de la Valteline, qui lui appartiennent privativement à tous autres Princes, par les anciennes alliances.

La justice, la loi de l'alliance & l'honneur de la France, ont nécessité le Roi d'envoyer au secours des alliés & à la conservation des passages une puissante armée, & une autre en Italie, pour divertir les forces ennemies & les empêcher d'entreprendre sur nous.

L'entretienement de toutes ces forces a épuisé toutes les finances, consommé une grande partie du fonds & revenus ordinaires de l'État, & endetté le Roi de plus de 50 millions de livres.

Sa Majesté aimant mieux prendre sur son propre fonds les moyens de repousser les ennemis dedans & dehors, que de surcharger son peuple, ni incommoder ses sujets en quelque sorte que ce soit; car vous remarquerez, Messieurs, ce que vous aurez grande peine à croire, & la postérité ne l'entendra jamais sans admiration, que le revenu ordinaire de l'État ne surpasse point 16 millions de livres, & la dépense en a monté en toutes les dernières années jusqu'à 36 ou 40 millions par an; & néanmoins le Roi n'a jamais accru les tailles qui se lèvent sur son peuple, ni retranché un quartier des rentes dues à ses sujets, ni des

gages de ses Officiers, ce qui ne se trouvera en aucun des siècles précédens. Mais d'autant que cette disproportion de la recette à la dépense donne lieu, par la nécessité, à beaucoup de moyens extraordinaires; Sa Majesté desirant l'éviter ci-après, a estimé qu'il n'y avoit aucun meilleur moyen que d'égaliser la recette à la dépense, augmentant l'un & diminuant l'autre.

Pour diminuer la dépense, il ne peut se faire que par retranchement. Le Roi a résolu de retrancher lui-même la dépense de sa propre maison & de ce qui en dépend, pour donner exemple à ses sujets : & afin qu'ils ayent plus d'occasion de se retrancher eux-mêmes, il a fait son Edit des loix somptuaires; il a aussi déchargé son peuple de six cent mille livres sur les tailles de l'année prochaine.

Il a éteint les charges de la Connétablie & Amiralauté, & supprimé les gages & les dépenses que ces deux charges caufoient, qui ne montent pas moins de quatre cent mille livres par an, outre les incommodités que la puissance & l'autorité des mêmes charges apportoit aux plus grandes & importantes affaires de l'Etat.

Sa Majesté pense encore à d'autres grands retranchemens, aux garnisons, aux gens de guerre de la campagne, par le rasement de plusieurs places qui ne servent que de dépenses inutiles & de moyens d'opprimer le peuple, & engager le Roi à entretenir les armées dans les Provinces sitôt qu'il y a des mouvemens dans le royaume.

Il veut aussi que l'on examine l'état des dettes, pour retrancher celles dont on se peut décharger.

Pour augmenter la recette, il faut chercher les moyens les moins nuisibles, pour y parvenir par autre voie que de surcharges sur le peuple.

Racheter les domaines engagés à vil prix, & les droits aliénés sur le sel & sur les tailles, & pour cela aviser les moyens les plus commodes, tant par la jouissance de peu d'années, que des deniers qui se pourront recouvrer de divers avis qui se proposent.

De toutes lesquelles choses Messieurs des Finances vous entretiendront au progrès de l'assemblée, pour en donner après vos avis à Sa Majesté.

Vous aurez aussi à travailler sur l'établissement du commerce, comme au plus propre moyen d'enrichir le peuple & réparer l'honneur de la France.

C'est chose digne de compassion ou d'indignation, de voir la léthargie en laquelle nous avons vécu depuis plusieurs années. Nos voisins nous assujettissent à toutes les rigueurs de leurs loix, ils donnent le prix à nos denrées, & nous obligent de prendre les leurs à telle condition qu'il leur plaît. Les Pirates, & les Turcs, & autres déguisés en Turcs, viennent ravager nos côtes, enlèvent les sujets du Roi, captifs en Barbarie, perdant leur liberté, leur fortune, & la plupart leur foi, par les tourmens & les misères qu'ils souffrent parmi les infidèles. Ils vous ôtent la pêche des morues aux Terres-Neuves, & par l'aide de plusieurs de nos voisins, on a déjà retranché de beaucoup la pêche des harengs; on vous a ôté celle des baleines au Spitzberg, & peu à peu ce qui reste à la France se perdra, si nous demeurons davan-
tage

lage en cet endormissement ; en quoi nous sommes d'autant plus blâmables que nous avons dans le Royaume toutes les commodités nécessaires pour nous rendre forts sur la mer , jusque-là même que nous en fournissons à nos voisins ; & avons encore, par les dispositions de la Nature , des avantages tels que nous pouvons assujettir tous nos voisins , & les faire dépendre de nous.

Nous avons les grands bois & le fer pour la construction des vaisseaux, les toiles & les chanvres pour les voiles & cordages, dont nous fournissons toutes les provinces voisines. Nous avons les fromens pour les biscuits , le vin , le cidre , la bière , les matelots & mariniers en abondance , qui , pour n'être pas employés par nous , vont servir nos voisins. Nous avons les meilleurs ports de l'Europe , & , ce qui est grandement remarquable , nous tenons la clef de toutes les navigations de l'Est à l'Ouest , & du Sud au Nord. Je ne parle point de la jonction de la Saône & Seine , qui se peut faire facilement , qui ôte à l'Espagne toutes les commodités du commerce , facilitant le chemin du Levant par la France en l'Océan , & ôtant la subjection de passer le détroit de Giblartard ; de sorte que toutes les commodités du Levant & de la mer Méditerranée , seroient plutôt & plus facilement à l'extrémité de la France qu'à l'entrée de l'Espagne , & rendrions la France le dépôt commun de tout le commerce de la terre.

Je n'y veux pas ajouter la communication de Seine & Loire , quoique facile , pour ne fonder ce discours sur des desseins de longue exécution ;

B

mais je parlerai seulement des choses qui font de la situation naturelle de ce Royaume.

L'Espagne ne peut trafiquer en Italie , ni en quelque autre endroit de la mer méditerranée ; ni l'Italie & les autres lieux en Espagne , qu'ils ne passent à la vue & sous la coulevrine des isles de Provence : & pour trafiquer d'Espagne & des côtes d'Afrique en Flandres , en Hollande , en une partie d'Angleterre , en Ecosse , en Dannemark , aux villes Anféatiques & autres endroits du septentrion , où des ces lieux en Espagne & autres endroits du sud , il faut que les vaisseaux passent le Ras Saint-Mahé à la miséricorde de nos canons , & par la manche de laquelle il ne tient qu'à nous que nous ne nous rendions maîtres avec peu de difficulté.

Toutes ces considérations que M. le Cardinal de Richelieu a représentées au Roi , entre les grands , honorables & généreux conseils qu'il lui donne , ont fait résoudre Sa Majesté de mettre , à bon escient , la main au commerce , & ne perdre les occasions d'enrichir son peuple & agrandir son Etat , d'honneur & de puissance , dont il vous fera représenter les articles sur lesquels il attend aussi vos avis.

Vous verrez aussi les réglemens que Sa Majesté a fait dresser pour les gens de guerre , tant des garnisons que de la campagne , l'ordre pour les faire vivre sans fouler le peuple , la manière assurée pour régler leurs paiemens , le moyen de faire que le nombre porté par les états du Roi soit effectif , & autres points importans que vous fera entendre M. le Maréchal de Schomberg , à qui Sa Majesté en a donné la charge.

Si , outre cela , vous avez à représenter à Sa

Majesté quelque chose pour le bien de l'Eglise & de la justice & police du Royaume, ou autrement, elle entendra bien volontiers; desirant néanmoins que l'assemblée ne soit pas tirée en longueur, pour ne détourner davantage ni Messieurs les Prélats de leur résidence, ni Messieurs les Officiers de l'administration de la justice.

J'ajouterai encore deux points, lesquels (combien qu'ils soient fort sévèrement punis par les Ordonnances), ont besoin de nouvelles loix, & plus rigoureuses pour leurs châtimens, & d'une plus industrieuse recherche pour pénétrer les fraudes & les secrettes voies que l'on y pratique : car la fréquence des crimes augmente la rigueur des peines, & la facilité de les commettre oblige les Juges & les loix à en rendre les preuves plus aisées, de peur que la malice ne triomphe de leur soin & demeure impunie, sous l'assurance qu'elle prend dans ses artifices.

Le premier point est, la licence effrénée d'abuser des deniers du Roi, les retenir & les approprier avec tant de subtilité & de finesse, que les loix introduites contre le péculat sont impuissantes, & surmontées par l'avarice qui déguise & enveloppe ses larcins en tant de manières, qu'il est quasi impossible d'en convaincre les coupables.

L'autre est, des fréquentes rebellions, soulèvements & conjurations contre l'Etat, & de l'insupportable facilité à s'y engager, lesquelles se traitent par factions, liaisons & sermens, sous diverses couvertures, en telle sorte que l'on a peine de les découvrir.

Et la dernière conspiration donne sujet à Sa Majesté d'y pourvoir pour l'avenir, pour ce que

l'ayant découverte & avérée si clairement , comme il a fait , la manière de laquelle il en a eu les preuves , lui a fait connoître que ces affaires se négocient avec un si grand soin du secret , qu'il est nécessaire d'apporter pour l'avenir de nouveaux remèdes , tant pour avoir plus facilement la connoissance & les preuves de celles qu'on pourroit faire ci-après , que pour détourner ceux qui se voudroient engager à tels crimes , de ne s'y hasarder désormais , voyant qu'il sera plus aisé de les convaincre.

Ils sont comme ceux dont parle un ancien auteur François , bien sage & bien éloquent , qui veulent , dit - il , paroître si religieux observateurs de leurs sermens , qu'ils aiment mieux commettre un homicide , que de manquer au serment qu'ils ont fait de l'exécuter , suivant les loix de cet infâme honneur qui renverse tous les fondemens de l'honneur véritable & de la solide vertu.

Les crimes qui se commettent en secret se prouvent par témoins & circonstances que l'on ne recevroit pas en un autre crime ; & le droit canon , pour arrêter le cours & la trop grande facilité des symonies & des confidences , a reçu pour preuves , plusieurs actes qui , aux autres crimes , ne passeroient que pour conjectures. Mais les loix civiles passent bien plus avant , ayant voulu qu'en factions , l'on exécute promptement sans attendre les procédures.

C'est , Messieurs , ce que vous aurez à considérer , pour donner au Roi sur ces points & sur tous les autres qui vous seront proposés , des avis dignes de votre expérience & capacité , & de la fidélité & affection que vous avez à son service. »

Après que M. le Garde des Sceaux eut fini , M. le Maréchal de Schomberg parla des affaires de la guerre , & dit : » que l'intention du Roi » étoit d'entretenir trente mille hommes de guerre » & de les bien payer , & que le Roi l'avoit » chargé de mémoires pour trouver le moyen de » fournir à cette dépense , lesquels il communiqueroit à l'Assemblée ».

Après lui , M. le Cardinal de Richelieu se leva , & selon son éloquence & grace de bien dire ordinaire , adressant la parole au Roi , dit :

« Il n'est pas besoin , à mon avis , Sire , de représenter à cette célèbre compagnie, les grandes actions que votre Majesté a faites depuis un an , tant parce que M. le Garde des Sceaux s'en est fort dignement acquitté , que parce qu'elles parlent d'elles-mêmes , & qu'il n'y a personne qui ne voye que Dieu a voulu se servir de la piété , de la prudence & du courage qu'il a mis en votre Majesté , pour faire en peu de temps , à l'avantage de cet Etat , ce que beaucoup estimoient impossible en des siècles.

Il n'est pas aussi besoin de leur faire entendre les grandes dépenses qui ont été causées par ces signalées actions , parce que chacun fait qu'en matière d'Etat , les grands effets ne se font pas souvent à peu de frais , & que le grand nombre de gens de guerre que votre Majesté a été contrainte de tenir en même temps , en divers lieux , tant au dehors qu'au dedans du Royaume , fournit aux clairvoyans autant de sujet d'admirer votre puissance , & d'être étonnés par des dépenses si excessives , comme la foiblesse des plus simples

leur peut donner lieu de douter de la possibilité de ce qu'ils ont vu de leurs propres yeux en ces occasions.

Il n'y a personne d'entre vous, Messieurs, qui ne sache avec quelle pureté ces dépenses ont été ménagées, & combien elles étoient nécessaires : la probité de ceux qui ont administré les finances justifie le premier point, & l'oppression des alliés de cette couronne, la rebellion que ceux qui sont rebelles à Dieu ont faite en ce Royaume, les mouvemens projetés & formés au même temps par personnes qui vouloient, contre les intentions du Roi & de tout ce qui le touche de plus près, se prévaloir par la perte de la France, des occupations que Sa Majesté avoit pour la rétablir en sa première splendeur, font assez connoître la vérité du second.

L'utilité que cet Etat & ses Alliés reçoivent de telles dépenses, fait qu'elles ne sont pas à rejeter, & que la France a tout sujet de s'en louer, au lieu de s'en pouvoir plaindre.

Les affaires sont maintenant, grace à Dieu, en assez bon état ; mais on n'oseroit se promettre qu'elles y demeurent toujours, & il faudroit n'avoir point de jugement pour ne connoître pas qu'il faut les pousser plus avant.

Il faut, par nécessité, ou laisser ce Royaume exposé aux entreprises & aux mauvais desseins de ceux qui en méditent tous les jours l'abaissement & la ruine, ou trouver des expédiens assurés pour l'en garantir.

L'intention du Roi est de le régler en sorte que son règne égale & surpasse le meilleur des passés,

& serve d'exemple & de règle à ceux de l'avenir.

L'assistance particulière qu'il a toujours plu à Dieu lui donner jusqu'à présent, dans les affaires mêmes qui sembloient les plus déplorées, nous donne sujet d'espérer l'effet de ses bons desseins.

Etant secondé comme il l'est des sages conseils de la Reine sa mère & du concours de Monsieur son frère, que je puis dire avec vérité être si étroitement attaché aux volontés de Sa Majesté, & aux intérêts de l'Etat, que rien ne l'en peut séparer, je ne vois pas lieu d'en douter.

Puisqu'il n'y a que Dieu qui fasse quelque chose de rien, pour parvenir à de si bonnes fins, il faut de nécessité, ou diminuer les dépenses ordinaires de l'épargne, ou en augmenter les recettes, ou faire tous les deux ensemble.

Il est impossible de toucher aux dépenses nécessaires pour la conservation de l'Etat; y penser seulement, seroit un crime. C'est pourquoi Sa Majesté préférant le public à son particulier, veut de son mouvement, retrancher maison dans les choses même qui touchent sa propre personne, vous laissant à juger comme il en faudra user au reste.

On pourroit penser que cette saison ne seroit pas propre à tels retranchemens qui aliènent & retranchent quelquefois l'affection des cœurs; mais en l'ordre qu'on veut établir, les grands & les petits trouveront leur compte, tous auront prix selon qu'ils feront bien; la médiocre condition des uns, ne fera point mépriser leurs services, & ceux des grands seront d'autant mieux reconnus que la

qualité des personnes qui les auront rendus, les rendra plus recommandables.

Les règles les plus austères sont & semblent douces aux plus déréglés esprits, quand elles n'ont en effet comme en apparence, autre but que le bien public & le salut de l'Etat.

Nul ne devra se plaindre quand on ne fera aucune chose qui n'ait cette fin, quand on réglera les dépenses sur le pied auquel elles étoient du temps du feu Roi, & quand le Roi même qui en tels cas est au-dessus des règles, voudra servir d'exemple.

La Reine votre mère, Sire, vous supplie de trouver bon, qu'elle fasse d'elle-même, en cette occasion, ce que votre pitié envers elle, ne vous permettroit pas seulement de penser, c'est-à-dire qu'elle se réduise à moins de revenu qu'elle n'avoit du temps du feu Roi; étant vrai qu'elle n'a point amélioré sa condition, lorsque pendant la minorité de votre Majesté elle a accru celle de beaucoup d'autres pour le bien de votre service.

Après avoir été contrainte d'augmenter en ce temps les dépenses de l'Etat, pour en conserver le corps en son entier, elle vous conseille de les retrancher pour la même cause.

Divers temps requièrent d'ordinaire divers & contraires moyens pour une même fin, ce qui est bon en l'un, est souvent préjudiciable en l'autre.

Dans les grandes tempêtes, il faut partager son bien avec la mer, pour soulager le vaisseau & éviter le naufrage: la prudence requiert que l'on en use ainsi, afin de ne perdre pas tout en voulant tout sauver. L'intérêt des particuliers n'y oblige pas moins que celui du public. Rien n'étant plus

vrai que ce qu'a dit un ancien Prélat de ce Royaume, qu'il est impossible que l'abondance & les richesses des personnes privées puissent subsister quand l'Etat est pauvre & nécessaire.

Par tels ménages on pourra diminuer les dépenses ordinaires de plus de trois millions, somme considérable en elle-même, mais qui n'a point de proportion aux fonds qu'il faut trouver pour égaler la recette à la dépense.

Reste donc à augmenter les recettes, non par nouvelles impositions que les peuples ne fauroient plus porter, mais par moyens innocens qui donnent lieu au Roi de continuer ce qu'il a commencé à pratiquer cette année, en déchargeant ses sujets par la diminution des tailles.

Pour cet effet, il faut venir aux rachats des domaines des greffes & autres droits engagés qui montent à plus de vingt millions, comme à chose non-seulement utile, mais juste & nécessaire.

Il n'est pas question de retirer par autorité ce dont les particuliers sont en possession de bonne foi; le plus grand gain que puissent faire les Rois & les Etats est de garder la foi publique, qui contient en foi un fonds inépuisable, puisqu'elle en fait toujours trouver; il faut subvenir aux nécessités présentes par d'autres moyens.

Le Roi a fait des choses qui ne sont pas moindres, & Dieu lui fera la grace d'en faire de plus difficiles. Si l'on vient à bout de ce dessein, & que la France jouisse tous les ans du revenu qui proviendra des ces rachats, ce qui semble à présent impossible, & qui toutefois est nécessaire pour le bien de l'Etat, fera lors très-facile à Sa Majesté. Les peuples, qui contribuent maintenant plus par

leur sang que par leur sueur aux dépenses de l'Etat , seront soulagés , en sorte que ne levant plus rien sur eux , que ce qui sera nécessaire , de peur qu'ils n'oublient pas leur condition , & perdent la coutume de contribuer aux fraix publics , au lieu de sentir ce qu'on tirera d'eux , ils estimeront qu'on leur donnera beaucoup.

Quand il sera question de résister à quelque entreprise étrangère , à quelque rebellion intestine (si Dieu en permet encore pour nos péchés) , quand il sera question d'exécuter quelque dessein utile & glorieux pour l'Etat , on n'en perdra point l'occasion faute d'argent ; il ne faudra plus avoir recours à des moyens extraordinaires ; il ne faudra plus courtiser des partisans pour avoir de bons avis d'eux , & mettre la main dans leurs bourses , bien que souvent elle ne soit pleine que des deniers du Roi.

On ne verra plus les Cours souveraines occupées à vérifier des Edits nouveaux ; les Rois ne paroîtront plus en leur lit de justice que pour défaire avec raison ce qu'ils auront fait dans un autre tems , non sans raison toutefois , puisque la nécessité en est une bien forte.

Enfin , toutes choses seront en l'état auquel dès long-tems elles sont desirées des gens de bien , auquel elles pourront subsister des siècles entiers , & auquel les bénédictions du Ciel seront perpétuelles compagnes de la puissance & des actions des Rois qui n'auront autre but que la gloire de Dieu , la grandeur de leur Royaume & le bonheur de leurs sujets.

On dira volontiers , & peut-être le penserai-je moi-même , qu'il est aisé de se proposer de si bons desseins , que c'est chose agréable d'en parler , mais que l'exécution en est difficile ; & cependant , après y

avoir bien pensé , j'ose dire , en la présence du Roi , qu'il se peut trouver des expédiens par lesquels , dans six ans , on verra la fin & la perfection de cet Ouvrage.

Le Roi , Messieurs , vous a assemblés expressément pour les chercher , les trouver , les examiner & les résoudre avec vous ; Sa Majesté vous assurant qu'elle fera promptement & religieusement exécuter ce qu'elle arrêtera sur les avis que vous lui donnerez pour la restauration de cet Etat.

Les malades , mourant aussi-bien quelquefois pour être surchargés de remèdes , que pour en être entièrement privés , j'estime être obligé de dire en passant , que pour rétablir cet Etat en sa première splendeur , il n'est pas besoin de beaucoup d'Ordonnances , mais bien de réelles exécutions.

Cette Assemblée , par ce moyen , pourra finir plus promptement , bien qu'elle doive être perpétuelle quant à la durée du fruit qu'elle produira. Peu de paroles & beaucoup d'effets témoigneront & les bonnes intentions , & les jugemens de ceux dont elle est composée.

Le Roi ne doute point , Messieurs , que vous ne fassiez tout ce qui est de votre devoir en cette occurrence. Vous connoîtrez aussi , par l'événement , que Sa Majesté se surpassera soi-même pour procurer le bien de son Etat. La gloire de le faire renaître de nouveau est réservée à la vertu d'un si grand Prince ; vous devez beaucoup à sa bonté de ce qu'elle a daigné vous y donner part , & je me sentirois très-particulièrement redevable à Dieu en cette occasion , s'il me prenoit incontinent après l'accomplissement d'un si haut , si glorieux & si saint dessein. »

Après que M. le Cardinal eût fini , Messire Nicolas de Verdun , premier Président du Parlement de Paris , se leva & prit la parole : « il parla du feu » Roi, Henri le Grand, & que le Roi son fils, l'imitoit en ses vertus ; il supplia que cette assemblée » ne fût point ni morte, ni muette comme les autres, » puis il finit priant Dieu qu'il donnât lignée au Roi. »

M. le Garde des Sceaux ajouta puis après , que Sa Majesté enverroit ses propositions à l'assemblée par son Procureur-Général au Parlement de Paris.

Les Ducs de Guise , de Nemours & de Bellegarde étoient dénommés & mandés pour se rendre & se trouver à ladite Assemblée ; mais nul d'eux ne s'y trouva. Les deux premiers , à ce que l'on a écrit , pour n'être par d'accord entre eux de leurs rangs ; ce fut pourquoi , en cette Assemblée , il n'y eut aucun Prince , ni Duc Pair de France. Pour tout le reste , l'ordre y fut très-bon & sans aucune confusion. Cette cérémonie commença entre midi & une heure , & finit après trois heures.

Dès le commencement de cette assemblée , il se vit plusieurs remontrances , discours & mémoires imprimés pour avis au Roi & à ladite assemblée , afin d'apporter de bons réglemens aux désordres qui s'étoient introduits en la justice , aux finances & en la police.

Cette suivante remontrance sur le fait de l'épargne , fut estimée partir de celui (M. de Nicolai.) de qui les pères & lui ont comme successivement un siècle entier , servi fidèlement & utilement nos Rois en la qualité de premiers chefs de sa première Chambre des Comptes.

SIRE , deux choses les plus puissantes sur les

esprits des hommes , ont porté les gens de vos comptes à nous députer vers Votre Majesté ; l'une est la considération de l'honneur & obéissance que tous vos officiers doivent rendre à vos commandemens ; l'autre est le vif ressentiment que chacun d'eux doit avoir en son ame de son devoir envers son Prince , en la charge dont il lui a plu l'honorer.

SIRE , autrefois cette compagnie ayant l'honneur de saluer Votre Majesté , elle lui fit entendre qu'elle vouloit prendre en main le gouvernement des affaires de son Etat , & lui commanda de ne s'adresser à autre qu'à sa seule personne pour lui donner compte de ses actions.

Depuis ce tems , SIRE , outre plusieurs affaires important au bien de votre service , auxquelles nous nous sommes employés , nous avons oui le rapport du compte de votre épargne (qui est la grande mer de vos finances) où nous avons apperçu tant de gouffres profonds , tant de routes égarées & périlleuses à votre Etat , que nous penserions manquer à notre devoir & à votre commandement , si avant la fin de ce semestre , nous ne lui faisions entendre une fidelle relation des rencontres que nous avons fait sur cet océan durant le tems de navigation.

Sire , les Poètes ont feint qu'il y avoit en certains endroits de la mer Méditerranée , des gouffres & des bouillons d'eau , qu'ils appelloient Caribdes , lesquels engloutissoient les vaisseaux tout - à - coup , en sorte qu'il n'en restoit non plus de marque ni d'apparence que si jamais ils n'eussent été sur mer.

L'on peut dire le semblable de la mer de votre

épargne en laquelle il y a certains chapitres de dépense, intitulés *contans* en vos mains, lesquels absorbent les plus clairs deniers de vos finances : & bien qu'il semble que votre Majesté les ait touchés, toutefois la vérité est qu'ils ont été dévorés par des Caribdes, c'est-à-dire, par des gens insatiables, & qui publient bien souvent, n'avoir reçu aucun bienfait de votre Majesté, jaçoit que le tout soit tourné à leur profit.

Ainsi le souvenir de vos libéralités en leur endroit, étant du tout éteint en leur mémoire, ils prennent de faux prétextes de mécontentement, pour se porter plus hardiment à la désobéissance, & bien souvent à la rebellion.

Cet usage de *contans*, Sire, ne sert pas seulement de voile pour couvrir l'ingratitude des donataires, qui ne veulent pas être réputés du nombre de ceux qu'il vous a plu d'obliger ; mais il aide aussi à déguiser les usures de plusieurs qui prêtent de l'argent à votre Majesté, à si gros intérêt qu'ils rougiroient de honte de le confesser.

Tellement que votre nom très-auguste que les anciens avoient toujours en la bouche, quand ils vouloient affirmer quelque vérité, est employé maintenant pour valider des suppositions & des déguisemens autant contraires à l'innocence de la justice, que le soleil est ennemi des ténèbres, & votre Majesté du mensonge, du parjure & de l'impiété.

Sire, j'ai dit que votre épargne est une mer en laquelle il y a des gouffres & des abîmes profonds & bien périlleux : j'ajoute que cette mer

n'est que trop souvent battue par une sorte de Pirates qui vous enlèvent les plus clairs deniers de vos revenus, avant qu'ils soient arrivés au port auquel ils doivent être conduits & voiturés.

Ce sont ceux que l'on appelle faiseurs de partis, qui pour un petit secours de deniers, tiré bien souvent de vos coffres & non des leurs, se font adjuger le revenu de vos recettes & le prix de vos fermes avant que les termes en soient échus.

Cela n'est-ce pas moissonner le fruit avant qu'il soit en sa maturité, & observer le temps de votre nécessité, pour sucer le sang de votre pauvre peuple, avant qu'il ait eu le loisir de le tirer de ses veines pour en servir votre Majesté ?

Encore seroient-ils aucunement supportables, s'ils vous faisoient autant de part du gain excessif qu'ils font en leurs partis, comme ils en rejettent sur vos coffres la perte imaginaire, laquelle néanmoins engendre ces dédommagemens dont toute la France parle avec une juste plainte & indignation.

Car pourquoi donnent-ils des pots de vin pour être préférés au bail des fermes de Votre Majesté, s'ils ne veulent prendre le risque de l'évènement des bonnes & des mauvaises années ?

Mais, Sire, pour en parler franchement & avec vérité, les pots-de-vin se donnent pour enrichir les Courtiers & les amis des Fermiers qui se présentent au bail de vos fermes ; & les dédommagemens sont accordés en faveur des partisans & de ceux qui les protègent, aux dépens de votre Majesté.

Ainsi l'on butine sur vous, autant à la fin, comme au commencement des affaires, qui se traitent sous l'apparence de votre utilité ; mais le

pis est , que les conditions de tels traités sont déguisées aux Officiers de votre Chambre , auxquels néanmoins on les adresse pour les vérifier , & par conséquent les rendre responsables du péché duquel ils sont innocens.

Mais , Sire , la considération des guerres intestines , de la misère de votre pauvre peuple , & de votre nécessité (qu'on leur a toujours mis devant les yeux pour un prétexte fort spécieux), leur a été si sensible , que , d'ardeur qu'ils ont eu de voir la paix en votre royaume , & l'autorité de votre Majesté rétablie en icelui , ils ont plutôt embrassé les moyens que l'on apportoit pour parvenir à un si bon œuvre , qu'ils n'ont eu de curiosité à les examiner.

A présent , Sire , qu'il a plu à Dieu calmer tous les orages & la tempête qui menaçoient la France d'un naufrage , & vous inspirer de jeter les yeux sur vos affaires , & prêter l'oreille à de meilleurs conseils , nous ne vous parlerons point des dons que vous faites ouvertement à vos serviteurs , pour récompense de leurs mérites ; car cela est digne de votre grandeur , joint qu'ils sont sujets à la vérification de votre Chambre ; de sorte que , comme la grace en est due à votre Majesté , qui en est la source , aussi l'excès nous en doit être imputé , puisque votre bonté nous donne le pouvoir de les retrancher.

Mais , Sire , je dirai un mot , avec votre permission , des Etats , Gages & Appointemens qui ont été doublés , voire triplés , depuis le décès du feu Roi , votre père , de très-heureuse mémoire.

Ce grand Prince avoit réglé ses affaires avec une telle prudence & égalité , que chacun se contentoit de

de la condition à laquelle il l'avoit réduit. Celui qui recevoit peu de sa main libérale , se tenoit plus heureux & plus obligé du jugement qu'un si grand Monarque faisoit de son mérite , que de la récompense qu'il touchoit de ses services.

De sorte que le prix de la vertu ne consistoit pas en l'argent , mais en l'estime qu'en faisoit le plus vertueux Prince de son siècle.

Depuis son décès , Sire , & durant votre minorité , chacun n'a pensé qu'à se rendre nécessaire par des ombrages de mécontentement , & mettant en oubli la charité que tout homme de bien doit avoir envers sa patrie , sans considération de ses intérêts , a commencé de postposer le public au particulier , & demander augmentation de gages & d'appointemens , si que l'un , servant d'exemple à plusieurs ; enfin quasi tous , ou par faveur , ou par importunité , ont rendu ordinaire ce qui n'avoit jamais eu lieu de mémoire des hommes.

Mais , Sire , comme il y a des saisons en l'année , esquelles les eaux qui avoient été débordées durant l'hiver , retournent aisément à leur ancien canal , tantôt par l'industrie des hommes , qui tranchent & remparent puissamment contre l'inondation , tantôt par la faveur du ciel , qui , par un doux printemps , dessèche les terres abreuvées.

Aussi nous voyant , par la grace & bonté divine , être arrivés à la plus douce saison de votre règne ; (car depuis la mort du feu Roi nous avons vécu en un continuel hiver & débordement) : il est temps désormais , Sire , de trancher & remparer sous votre main puissante contre l'avarice & l'ambition qui nous ont pensé submerger , & forcer constam-

ment les desirs insatiables de vos sujets de retourner à leur ancienne frugalité , & se contenter des gages & appointemens que le feu Roi votre père leur avoit prescrits ès Etats de ses finances.

C'est-là , Sire , ce lit & le sein de vos graces & bienfaits , auquel chacun se doit renfermer , sans vouloir outre-passer les bornes que le feu Roi avoit si saintement établies de son vivant.

Cette retraite dedans le canal de ses Loix & Ordonnances qu'il vous plaira renouveler , rendra les campagnes riches & plantureuses ; c'est - à - dire , votre Peuple soulagé de l'excès des taxes & impositions qu'il a supportées durant le torrent des guerres civiles , & règlera le desir démesuré que plusieurs ont eu d'enrichir leurs familles de la substance de vos pauvres sujets.

Or , il n'y a rien qui portera plus volontiers & les grands & les petits à cette réformation , sinon l'exemple que Messieurs de vos finances en donneront , montrant les premiers le chemin que chacun doit tenir pour se réduire à une honnête médiocrité.

Car celui qui veut imposer une règle à autrui , & la lui faire goûter , en doit le premier tenir la mesure. Et puis dire hardiment , Sire , que si Messieurs de votre Conseil (qui doivent être comme les lumières de votre Cour , éclairées sans cesse du soleil de votre autorité , voire les premières roues qui font mouvoir votre Etat) ne se disposent , de leur part , à faire agir les autres selon les règles de vos Ordonnances , il n'y a ni Juge , ni Magistrat , voire Compagnie Souveraine , qui puisse ajuster la balance que Messieurs de votre Conseil tiendront avec faveur & inégalité.

Je poursuivrai, Sire, mon discours, pour ne point oublier à parler de l'excès des taxes & cahiers de frais de vos Trésoriers & Comptables, lesquels ne voudroient pas cheminer, même prendre la plume ou le jetton, sans se faire payer de leurs peines par votre Majesté, tant ces personnes-là sont attachées au gain. Aussi on les voit devenir riches & opulens en peu d'années : ce sont eux qui prennent la crème de vos finances, se partageant les premiers, sous prétexte de leurs taxations, lesquelles ils ont achetées à un vil prix ; de sorte qu'ils se trouvent bien souvent être remboursés en deux ou trois années de l'argent qu'ils ont financé dans vos coffres, sur lequel encore ils ont glané quelque don, passé dans un comptant, par la faveur & intelligence de leurs bons amis.

Que si, par bon ménage, votre Chambre s'efforce de réduire leurs déclarations & cahiers de frais, ils crient, ils se plaignent, & publient que la foi publique est violée, que les Edits de leur attribution (qui ont été vérifiés par force ou par pratique) sont pour eux, que ce sont les titres de leurs prétentions, obtiennent des lettres de rétablissement & des jussions sans nombre.

A ce désordre des cahiers de frais excessifs des Comptables, l'on peut ajouter celui des Clercs & Commis des Intendants de vos finances, lesquels gratifient les domestiques les uns des autres comme bon leur semble : & au lieu d'avoir l'œil à l'accélération des affaires de Votre Majesté, selon le dû de leurs charges, ils s'en-reposent sur un prétendu solliciteur des affaires de votre Conseil aux gages

de douze cents écus , qui est un appointement aussi peu considérable que la qualité.

L'on en peut dire autant de celle du Contrôleur des restes des états & des fermes de Votre Majesté , attribuée à un seul des Intendans ; quoique chacun d'eux dût faire cette charge à mesure qu'il vérifie l'état qui lui est baillé.

Bref , comme ils se déchargent volontiers de peine aux dépens de Votre Majesté , ainsi vos comptables ne demandent qu'à faire naître de nouveaux prétextes de travail , afin d'avoir sujet de prétendre de nouveaux profits.

Sire , le feu Roi votre père , de très-glorieuse mémoire , a été de son temps un César , pour avoir en moins d'années que lui , reconquis & subjugué la France , qui étoit son propre héritage. Ses grands exploits ont été sur terre ; mais ceux de Pompée , surnommé le Grand , furent sur la mer , lorsqu'il la purgea des corsaires qui l'infestoient. Soyez , Sire , un César en valeur & en clémence tout ensemble , dedans les belles campagnes & pourpris de la justice. Soyez aussi un Pompée sur la mer de vos finances , lesquelles vous purgerez (s'il vous plaît) de tous ces pirates qui courent en plein jour & à voiles déployées pour butiner vos revenus.

Ce faisant , Sire , Votre Majesté épargnera chacun an de grandes sommes de deniers , pour remplacer ceux qui ont été épuisés depuis tant d'années , tantôt en vertu de Lettres Patentes de Votre Majesté , vérifiées en votre chambre , tantôt de votre Puissance absolue , & sans aucune vérification.

Mais, Sire, qui pourroit croire qu'une partie des deniers que Votre Majesté doit avoir touchés ensuite de tant d'Edits vérifiés en votre chambre, que l'on nous disoit être destinés aux affaires de la guerre & non ailleurs, eût été employée à payer des pensions ?

Et toutefois nous en avons vu la dépense dedans le compte de votre épargne, & non sans étonnement.

Car la plupart des pensions qui se payent à présent ont été accordées ou augmentées par Votre Majesté lors de son avènement à la Couronne, en un temps calme & paisible ; votre Royaume étant abondant en toutes sortes de biens & de commodités, & vos coffres si remplis d'argent monnoyé que le commerce commençoit à cesser, faute d'espèces courantes entre les mains de vos Sujets.

Aussi ce fut une grande prudence à V. M. de retenir la Noblesse avec les Princes à votre suite, pour obvier aux factions (compagnes ordinaires de l'oisiveté) & aux Assemblées qui se font souvent dans les Provinces, comme les nuées en la moyenne région de l'air, lorsqu'elles sont éloignées des rayons du soleil.

Toutefois, Sire, vos libéralités & bienfaits ne sauroient être mieux employés qu'à votre Noblesse, puisqu'elle a l'honneur de porter les armes, & d'exposer courageusement sa vie pour le service de V. M. & la manutention de sa grandeur, dans laquelle repose la paix & tranquillité de son Etat ; de sorte qu'elle achète au prix de son sang l'argent que vous lui donnez, pour en dépenser deux-fois

autant de son patrimoine , & laisser bien sou-
vent ses enfans nécessaireux.

Mais il n'en est pas ainsi de vos principaux Comptables , lesquels bâtissent , sans péril , leur fortune à votre suite , & font leurs maisons en l'exercice de leurs charges , & , toutefois , ne laissent d'employer en leurs comptes , outre leurs gages , des pensions extraordinaires , chacun de douze cents écus.

Cette dépense de pensions excessives & continues contraint aujourd'hui V. M. d'avoir recours à plusieurs moyens extraordinaires , qui chargent tellement votre Etat , que si V. M. n'y pourvoit par un bon ordre & règlement , ou votre peuple secouera le joug (ce que Dieu ne veuille permettre) , ou bien il fondra sous le faix de sa pauvreté.

Prenez donc en main sa cause , s'il vous plaît , Sire , car c'est la vôtre , & tellement vôtre , que sans son secours , vos revenus seroient réduits au petit pied , votre Royaume , sans forces entretenues pour le garder des entreprises & invasions des Princes , vos voisins.

Bref , comme le cœur est le principe de la vie du corps humain , & le foie , la partie qui entretient la masse du sang , dont le corps est substanté ; ainsi votre peuple est la partie de ce corps Monarchique qui fournit à son aliment , tandis que vous , Sire , qui en êtes le cœur noble & très-précieux , donnez la vie & le mouvement à toutes les parties de ce tout , qui seroit en pièces , voire en poudre sans ce premier & dernier mouvant qui le maintient.

Puissiez - vous donc , Sire , par la grace &

bonté divine , vivant longuement & régnant heureusement en ce monde , rendre votre peuple jouissant de cette félicité , vous révérent & obéissant comme celui qui le couvre (après Dieu) , des ailes de sa puissance , à l'ombre desquelles nous autres , vos très-humbles & fidèles Officiers , produirons en nos charges , des fruits dignes de ce grand & Royal pourpris de la Justice , laquelle un ancien a dit prendre ses racines & porter ses fleurs & ses odeurs dedans le ciel , non pour un espace d'années , comme les fruits de la terre , mais durant le grand jour de l'éternité.

En ce même temps , on imprima aussi l'avis suivant à Messieurs de l'Assemblée des Notables.

M E S S I E U R S ,

La grande allégresse et réjouissance , que toute la France a reçue au premier bruit de votre Assemblée , fait espérer que ses effets lui seront très-salutaires. Le Roi enfin a écouté les pleurs et gémissemens de son peuple , et touché de l'esprit de Dieu se résout de le soulager. Voici les propres termes de votre convocation.

Nous protestons devant Dieu vivant , que nous n'avons autre but et intention que son honneur , et le bien et soulagement de nos sujets ; aussi , au nom de lui-même , nous conjurons et obtestons ceux que nous convoquons , et néanmoins par la légitime puissance qu'il nous a donnée sur eux , nous leur commandons et très-expressément enjoignons , que sans autre respect , ni considération quelconque , crainte ou desir de déplaire ou complaire à personne , ils nous donnent en toute franchise et sincérité

les conseils qu'ils jugeront en leurs consciences les plus salutaires & convenables au bien de la chose publique.

Après cela quelle excuse avez-vous si vous ne faites bien ? Vous avez un très-grand avantage sur tous ceux qui ont jamais eu l'honneur d'un pareil emploi. Vous avez affaire à un prince absolument porté à suivre vos avis : parmi les graces que le ciel a versées avec affluence sur son esprit , celle-ci paroît éminemment ; il croit son Conseil , et ne se résoud qu'avec lui , je le dis hors de tout soupçon de flatterie ; il est plein de piété , juste , courageux , ferme et constant en ses résolutions. Voilà pourquoi et vous et ceux qui s'approchent le plus de sa personne , serez tous coupables devant Dieu et devant les hommes , si son règne n'est pas le plus florissant , qui ait été depuis la naissance de cette monarchie. Agissez donc courageusement et en gens de bien ; sur-tout souvenez-vous que vous n'êtes pas assemblés pour trouver de nouveaux expédiens à épreindre et tirer la dernière goutte de la substance du peuple , mais bien pour le soulager des maux qu'il y a si long-tems qu'il endure.

Cinq choses l'oppriment grandement , les Tailles , les Logemens des gens de guerre , le Sel , les Aydes et la Mangefie des officiers.

La première est celle à laquelle le Roi peut et doit pourvoir promptement en le déchargeant d'une partie , et remettant l'autre sur un expédient que je vous proposerai plausible et utile.

On vous dira peut-être comme on fit aux derniers Etats-Généraux , que le Roi veut avoir son compte , & que le fonds dont il jouit présentement ne peut

pas suffire aux dépenses ordinaires, bien loin de diminuer. Mais ne vous arrêtez pas en si beau chemin; je sais bien que l'épargne est épuisée; deux choses en sont cause, les dépenses excessives & inutiles, & la volerie de ceux qui manient la bourse.

Remédiez-y; & puis vous poursuivrez au reste sans contradiction. Commencez par le retranchement de la dépense, & à cette proportion vous diminuerez la recette; examinez l'Etat. Le premier chapitre, c'est la maison du Roi; vous trouverez qu'elle monte dix fois plus que du tems de ces grands Princes Charles VII, Louis XI, Charles VIII, Louis XII, François I. Ils n'en étoient pas moins bien servis, leur mémoire n'en est pas moins glorieuse, & les François en étoient beaucoup plus soulagés. Aussi quand il falloit faire un effort, il étoit aisé d'en trouver le fonds dans la bourse des sujets riches & affectionnés, témoin la prison du Roi Jean; au lieu qu'à cette heure, s'il faut racheter quoi que ce soit de cent mille écus d'extraordinaire, si ceux mêmes qui les ont engloutis, ne les revomissent, il n'est pas possible de les trouver, témoin la chambre de justice.

Le Turc, de qui les loix politiques sont aussi excellentes comme la religion est brutale, tient cette maxime, de ne prendre les deniers levés sur le peuple que pour la défense & conservation d'icelui, appelant cela *le prohibé du peuple*. Lorsqu'il faut prendre les armes & aller à la guerre, il s'aide des impositions & subsides; mais en tems de paix, il vit du seul profit de ses jardins. Représentez donc au Roi que s'il veut faire quelque réformation dans son Etat, il faut qu'il donne l'exemple le premier & qu'il commence par sa Maison.

Le second chapitre sur lequel vous devez jeter les yeux est celui des pensions. Vous croirez peut-être que ce que je vous dirai soit un paradoxe, & néanmoins c'est une vérité très-certaine : les pensions ont ruiné la noblesse ; tel qui vivoit commodément & doucement en sa maison, & qui même aux occasions pouvoit assembler ses amis, mange le revenu de tout son bien en trois mois pour venir demander sa pension. Un valet ou deux lui suffisoient, son village ne voyoit ni clinquant, ni broderie. A la Cour, il a un Ecuyer, des gentilshommes, des Pages, quantité de plumes, quantité de passemens d'or. Voilà où s'emploie son bien, & ce qui lui revient d'une pension mal payée, bien levée sur le peuple, & mieux comptée sur le Roi. Et pour preuve de ce que je dis, qu'on recherche curieusement s'il y a un seul gentilhomme qui ne se soit ruiné ou incommodé à ce métier là : sur un écu de fonds extraordinaire, ils désignent dix écus de dépense ; & c'est ce qui a mené le luxe à si haut point où il est maintenant : Comette malheureuse, qui présage infailliblement la ruine des Etats qu'elle menace.

Il y a encore un autre inconvénient que ce mal produit : c'est que, comme il n'est pas possible de donner des pensions à tous les gentilshommes, non pas à la centième partie, ceux qui n'en ont point ne croient pas devoir servir le Roi sans être payés. Ajoutons-y encore cette raison : les François s'obligent aisément & de peu de chose ; mais aussi ils ne conservent pas long-tems la mémoire des bienfaits quels qu'ils soient. Cela vient de leur naturel prompt & léger ; aussi voit-on qu'en leur quér-

relles particulières , ils s'accordent volontiers sans couvrir aucune sorte de vengeance sur le cœur, mais aussi tout prêts à se couper la gorge avec le meilleur ami qu'ils aient.

Conseillez donc au Roi , que s'il se veut faire adorer parmi eux, qu'il leur donne peu & souvent, rien de certain ou d'établi, parce que dès l'heure même chacun en fait état comme de son propre Domaine, & croit que cela lui est dû.

Henri-le-Grand a été le premier qui a dressé un état des pensions, la nécessité l'y obligea; car après les guerres civiles se trouvant grandement incommodé, & néanmoins chargé d'une infinité de Noblesse qui avoit employé tout son bien pour lui aider à conquérir ce royaume, ne sachant de quoi les récompenser, il crut qu'il leur devoit pour le moins donner moyen de vivre & de s'acquitter insensiblement. Cette cause cesse maintenant; peu de ceux qui sont dans l'état ont vu ce tems-là: puis donc que les pensions ne profitent à personne, quel danger de les ôter?

Après cela, jetez les yeux sur la guerre & conseillez au Roi de ne tenir plus sur pied que son régiment des Gardes, ses Suisses et sa compagnie des Gens-d'armes au même état que le tout étoit durant le feu Roi: aussi-bien le reste n'est qu'une ombre et un moyen pour voler ses finances: le papier souffre tout. Et afin que nous ne puissions jamais être surpris, & que nos forces soient redoutables par tout le monde; proposez de faire une milice générale dans ce royaume, & que chaque province en cas de nécessité soit tenue d'entretenir & armer à ses dépens un régiment & une compagnie de cavalerie,

sous la conduite de ceux qu'il plaira au Roi de nommer , & que ses troupes se mettent en bataille deux ou trois fois l'an , chacune en son endroit , & apprennent les exercices. En cette façon le Roi sera toujours assuré de trois ou quatre mille chevaux & de vingt-cinq ou trente mille hommes de pied. Le peuple ne sera jamais foulé ; parce que , premièrement , il sera déchargé de ce qui se lève pour les gens de guerre qui n'est pas peu. Cette dépense n'arrivera peut-être qu'une fois en dix ans , la levée n'en coûtera rien. Ils paieront règlement aux logemens qu'ils feront , parce qu'ils feront leurs montres en la même façon. Bref , ils vivront en France comme ils vivent par-tout ailleurs , c'est-à-dire , avec ordre & discrétion. Il ne faudra plus de Commissaires ni Contrôleurs , ni Payeurs , ni Trésoriers de l'ordinaire ou de l'extraordinaire. Chaque province fera son cas à part , & payera ses gens , sans que personne s'en mêle. Outre que que l'armée sera composée de soldats choisis , bien armés , & qui auront appris leur métier , au lieu que maintenant en nos troupes , on ne voit que gens ramassés & sans discipline. Les plus belliqueuses nations du monde en font ainsi , & s'en trouvent bien. Si vous le faites , vous guérirez la seconde des plaies du peuple , qui ne peut recevoir remède quelconque que celui-là , parce que , tandis que les officiers du Roi feront faire les montres , l'argent ne viendra jamais à point nommé , & le soldat n'étant point payé , aura droit de vivre à discrétion , & sera même nécessité à cela. Quant aux places où vous jugerez à propos qu'il y ait garnison , faites en sorte qu'on la modère le plus qu'on pourra ,

& qu'enfin ce ne soit qu'une compagnie où il n'y ait qu'un chef, point de membres : ces ordres sont bons dans les armées , & inutiles dans les places durant la paix.

Ce n'est pas sans raison que je dis que vous apportiez votre jugement pour faire différence des places qui méritent garnison , parce qu'il y a une infinité de châteaux dans le cœur du Royaume , qu'on devroit avoir rasés & démolis il y a long-tems. Tout le revenu du Domaine s'emploie à les réparer , ou à l'entretienement des Capitaines qui sont dedans , ou des mortes-payes , & ce ne sont que des nids à voleurs aux moindres mouvemens. Le Roi a commencé par Pierre-Font : faites qu'il continue.

Voilà en gros la dépense qu'on peut retrancher : ajoutez-y le bon ménage , & empêchez qu'il ne soit pas dérobé comme il est par tous ceux qui manient son argent , & la France ne vous aura pas peu d'obligation. Je fais bien que ce n'est pas un petit ouvrage ; mais y doit-il avoir quelque chose d'impossible à cette assemblée , où tous les plus grands esprits de cette Monarchie sont convoqués ? Voulez-vous que je vous ouvre un expédient ? Ne le condamnez pas pour être un peu rude : tout grand exemple a je ne fais quoi d'injuste qui se récompense par l'utilité que le Public en reçoit , & les ulcères invétérés ne se peuvent guérir que par des remèdes violens. Donnez avis au Roi , qu'il supprime tous les officiers de finance , à condition notamment de leur payer la rente de ce qu'ils montreroient avoir actuellement porté dans ses coffres ; réservez un Trésorier de France es géné-

ralités où il y en avoit il y a trente ou quarante ans, & un Trésorier de l'épargne.

Les peuples d'eux-mêmes porteront à l'épargne sans frais & sans diminution ce qu'on leur demandera, comme on a vu le Languedoc, la Guienne & la Bretagne le faire souvent; & ces deniers pour n'être pas exigés par des loups impitoyables, ne marqueront pas moins la puissance du Roi, & témoigneront beaucoup la bonne volonté & l'amour des sujets.

Toutes ces dépenses inutiles étant retranchées, il sera aisé de diminuer une partie des tailles, encore trouverez-vous que le Roi en aura beaucoup plus de quitte qu'il n'a. Le surplus, il le faut rejeter sur ce qui entre ou sort du Royaume, afin que les étrangers seuls supportent la dépense, & voilà l'expédient que je vous avois promis. Je vous veux faire voir par démonstration que ce que je vous dis est infailible.

Premièrement, nous demeurons tous d'accord que la France a ce bonheur, qu'elle se peut aisément passer de ses voisins, ses voisins ne se peuvent passer d'elle. L'Espagne n'a point de bled, celui qui peut venir de Dantzic ne vaut rien, outre qu'il est presque tout pourri lorsqu'il arrive en ses ports, à cause de la longueur du chemin. Tout le Septentrion n'a point de vin; nos sels, nos pastels, nos toiles, nos cordes, nos cidres vont par-tout le monde, & ne se cueillent en abondance que parmi nous. On peut hardiment hauffer, sans rien craindre, le péage à tel point qu'il plaira au Roi. La nécessité les obligera de passer par nos mains: en voulez-vous un exemple qui n'a point de contredit? il y a trente

années ou environ que le tonneau de vin valoit soixante & quatre-vingts écus à Bordeaux ; les Anglois , les Ecoffois , les Hollandois l'enlevoient tout à ce prix-là ; maintenant il ne vaut plus que quinze ou seize écus : quelle raison y a-t-il de leur souffrir ce gain à notre dommage ? Oui , mais aussi de leur côté ils nous renchériront les Marchandises qu'ils nous débitent : examinez - en , s'il vóus plaît , la qualité , & puis vous jugerez l'importance que ce nous peut être. Il ne nous vient point d'argent d'Angleterre pour tout ; ceux qui se sont trouvés à Bordeaux ès temps des Foires peuvent rendre ce témoignage. Ils portent des Draps , des Serges , quelque peu de Plomb & d'Etain , & avec cela , ils enlèvent nos denrées. Les Hollandois nous fournissent , en partie , de sucre , de drogues & épiceries ; les soies nous viennent du Levant ; l'Allemagne nous fournit de chevaux ; l'Italie , de manufactures. Toutes ces choses sont si peu nécessaires , qu'il seroit à propos que l'entrée en fût absolument défendue.

Pourquoi faut-il que Milan , Lucques , Gênes & Florence , nous vendent si cher leurs draps de soie & toiles d'or & d'argent , qui ne vont qu'au luxe , & par conséquent à la ruine de l'Etat ? La seule ville de Paris en consume plus que toute l'Espagne entière. Le Roi Henri II fut le premier qui porta un bas de soie aux nêces de sa sœur ; maintenant il n'y a point de petit Valet qui ne se sentît deshonoré d'en porter un de serge ; & voilà où s'en va tout l'argent monnoyé de France. Marseille ne fait point plus grand commerce que celui-là ; quel danger y a-t-il donc qu'ils nous enchérissent leurs marchandises ? Nous apprendrons peut-être par ce moyen à

nous vêtir de nos laines & nous servir de nos draps.

Qu'on défende ce nombre infini de carrosses , qui étonne les murailles de toutes les villes de France , & nommément de Paris ; & puis vous n'aurez plus que faire de chevaux d'Allemagne , qui ne servent qu'à cela : & afin qu'absolument on se puisse passer d'eux , qu'il plaise au Roi ordonner , qu'en tous les Prieurés & toutes les Abbayes de France il y ait un haras , plus grand ou plus petit , suivant la commodité des lieux & le département , qui à ces fins sera fait par les Lieutenans-Généraux des Provinces. Jusques ici on a eu si peu de soin du public , que le François n'a jamais appris de se servir des avantages que Dieu lui a donnés par-dessus toutes les Nations du Monde.

Quant au sucre , épiceries & drogues , pour le peu qu'il en faut en France , la cherté que les Hollandois y pourroient mettre ne nous sauroit incommoder , joint que cela obligera nos Marchands à entreprendre le voyage des Indes , aussi-bien que les Hollandois.

Messieurs , prenez occasion sur ce sujet , de représenter au Roi , qu'il est obligé , pour la grandeur & réputation de son Etat , de rétablir le commerce. A cela il y a deux choses à faire. Premièrement , à purger cette vermine d'Officiers qui volent tout le monde ; ils ont été créés pour la sûreté du commerce , & néanmoins ils ne servent véritablement qu'à piller les Marchands & à décrier nos ports. Deux Commissaires envoyés sur les lieux , avec pouvoir de faire & parfaire les procès à ces gens-là , suffiront pour y remédier.

Outre

Outre , il faut instituer un ordre général pour la navigation. N'est-ce pas une honte , qu'en trois cens lieues de côtes , il ne se trouvera pas vingt vaisseaux François ; & néanmoins , s'il vous plaît d'y mettre la main , nous serons en peu de tems maîtres de la mer , & ferons la loi à ces Insulaires , qui usurpent ce titre. Nous avons , sans comparaison , plus de havres qu'eux , plus de bois , & meilleur qu'eux , pour bâtir des navires ; plus de Matelots , témoin qu'ils ne se servent en leurs voyages que de nos Biscains ou de nos Bretons ou Normands. Les toiles , les cordes , les cidres , les vins , les chairs salées , équipages nécessaires , se prennent sur nos terres.

Il ne reste plus que de donner la forme à ce dessein , la matière n'est que trop ample. En voici un projet , servez-vous en , si vous n'en trouvez point de meilleur ; il ne m'importe pas , pourvu que la chose se fasse , & que le public y profite. Que le Roi , par Edit , ordonne qu'en chacune ville capitale de ses Provinces les Marchands feroient une Compagnie pour la navigation , sur le modèle d'Amsterdam , & équiperont certain nombre de vaisseaux dans les ports les plus proches & les plus commodes ; & , pour les inciter davantage , qu'on leur accorde de grands privilèges , comme , entr'autres , qu'on rabatte le dixième des impositions aux navires François qui entreront & sortiront sans fraudes de nos ports , & qu'il soit défendu , à peine de confiscation de corps & de biens , à nos Mariniers , d'aller servir les Etrangers. En peu de temps vous ferez une flotte innombrable , & couvrirez la mer de voiles ; & vous emploierez quantité de jeune Noblese qui demeure inutile , & qui s'abâtardit.

Le sel & les aides sont encore deux rudes charges ;

la première bien plus grande que la seconde , parce qu'il est bien plus aisé de se passer d'aller à la taverne que de manger du sel , aliment nécessaire ; néanmoins je ne crois pas que vous en deviez pour cette heure demander l'extinction ou la diminution : il suffira que le Roi relâche les tailles , fardeau presqu'insupportable , jusqu'à ce qu'ayant racheté tout son domaine , Dieu lui ouvrira les moyens pour rendre la liberté à la France. De tous les ménages du temps passé je n'en ai approuvé qu'un seul. Cet or amoncelé dans la Bastille , ne m'a jamais été de bon augure. Le vrai trésor d'un bon Roi est dans le cœur & dans la bourse de ses sujets : j'ai condamné cette conversion des octrois extraordinaires & à temps , en recette ordinaire ; outre que c'étoit prostituer la foi du Prince qui doit être inviolable , c'étoit ôter le moyen de servir l'Etat à une extrémité. Le seul ménage donc que j'ai estimé , étoit le rachat du domaine en seize années de jouissances , & néanmoins c'est celui seul qu'on a renversé : Dieu le pardonne à ceux qui en sont coupables. Remettez donc , s'il est possible , sur pied ces partis , & qu'ils soient exécutés sans exception de personne du monde. Le domaine du Roi s'appelle *Sacré* , parce que véritablement on ne peut y mettre la main sans sacrilège.

En général rejetez avec honte ceux qui vous proposeront des expédiens pour augmenter la recette des finances ; le peuple n'est que trop chargé : & au contraire , recueillez à bras ouverts les avis qui vont à diminuer la dépense , soit par retranchement légitime , soit par bon ménage.

C'est ce seul moyen qui reste pour soulager le Royaume.

Messieurs, voici le dernier de nos maux & plus agité en cette saison : la mangerie aux Officiers. Nous avons déjà parlé de ceux de finance, reste à parler de ceux de justice. Ce mal a plusieurs racines, il les faut toujours suivre exactement ; il y a la dispense de quarante jours, qui rend les Officiers comme héréditaires, la vénalité qui les met en commerce, & le gain ordinaire est toléré qui les enrichit. Il seroit à desirer qu'on pût guérir ces trois maladies tout d'un coup, mais il est bien mal aisé ; tant de gens & si puissans dans l'Etat sont intéressés, que je craindrois que le remède ne fût pire que le mal. Il faut donc y aller pied à pied & insensiblement.

La valeur excessive des offices est le fondement de ce désordre. Il y en a pour cent millions d'or & plus en France : le seul moyen qu'on a de le saper, c'est d'en ôter les épices & les émolumens ; d'une pierre vous frapperez deux coups ; vous ferez ramender les offices & soulagerez grandement le peuple, qui n'a pas tant d'intérêt à la vénalité ou à la paulette comme à l'oppression qu'il sent, à cause des exactions de plusieurs ministres de justice.

Outre que cet expédient sera utile en public, avantageux & honorable pour le Roi, il sera très-bien reçu de ceux de robe longue. En ce métier-là tout le monde fait profession d'honneur ; tellement que ceux qui seront avaricieux entr'eux, loueront les premiers cette réformation, au lieu que si vous touchez à la paulette, ou à la vénalité, les plus

gens de bien se plaindront, parce que véritablement ils seront ruinés.

Par ce moyen, il n'y aura plus de procès en France dans dix ans. Les Juges en font beaucoup plus que les parties. La juridiction des marchands est sans contredit la plus courte & la plus équitable, parce qu'elle n'a point d'émolumens.

Sur-tout, Messieurs, prenez garde de ne mécontenter pas tous les officiers; si à même temps vous ne vous résolvez à soulager grandement le peuple, & à leur gagner le cœur; car Henri III en fut mauvais marchand, ayant ôté la vénalité & empêché les résignations en quatre-vingt-deux, trois, quatre, cinq, six & sept; en quatre-vingt-huit toutes les villes de France se révoltèrent contre lui. Je sais bien qu'il y avoit d'autres causes malignes concurrentes à cette sédition; mais croyez-moi, celle-là ne poussa pas peu à la roue. Naturellement les peuples aiment le changement, & s'y portent s'ils ne sont retenus par la crainte des punitions. De façon que lorsque les Magistrats ou les incitent, ou font semblant de ne les voir pas, tout se précipite à la confusion.

Sans doute que la paulette est un grand mal; mais elle a produit pour le moins ce bien durant nos derniers mouvemens, que pas un Officier ne s'est démenti de son devoir: la raison de cela est que le prix excessif de leurs offices les intéresse tous à la conservation de la paix & à la manutention du service du Roi. Et qu'on en dise ce qu'on voudra, les hommes n'ont point de plus forte chaîne que leur intérêt, ni de passion qui les emporte plus violemment.

Toutefois , Messieurs , si vous voyez l'esprit du Roi porté à réformer tout son Royaume , & à soulager son peuple , donnez hardiment conseil de guérir toutes ces trois maladies ensemble : avec ces précautions , il n'y aura rien à craindre , Dieu se mêlera de la partie , & favorisera indubitablement une si sainte résolution , pourvu que l'Ordonnance soit suivie pour les suppressions & nominations des Officiers singuliers.

Sur la demande des Etats Généraux derniers , la paulette fut ôtée : qu'en arriva-t-il ? Les premiers Offices qui vaquèrent furent donnés à des valets de chambre , & à des chevaux-legers : il y en eut parmi eux qui furent assez insolens pour enfoncer les portes d'un Officier malade , afin de voir s'il étoit encore expiré. Cet ouvrage excita de si grandes clameurs que le Roi fut contraint de continuer ce droit pour trois ans.

Si vous aimez l'Etat , faites qu'on n'ôte pas la dispense des quarante jours , si on n'ôte en même-temps la vénalité : autrement vous verrez tout-à-coup les Parlemens dénués de ces vieux arc-boutans qui les soutiennent , lesquels se déferont de leurs charges trois mois après. Et outre la plupart de ceux qui voudront courre la fortune , feront sans doute leur compte , & tâcheront dans le temps de la jeunesse & de la force , à se récompenser du prix de leurs Offices ; & le public en pâtira.

Cet avis , à Messieurs de l'Assemblée des Notables , & la susdite remontrance , faite à Sa Majesté Très-Chrétienne sur le fait de l'épargne , ne se virent qu'au dehors de ladite Assemblée. Mais

voici l'état des affaires des Finances de France; que le Marquis d'Effias, sur-Intendant d'icelles, présenta au commencement de l'an 1627, dans l'Assemblée, & lequel y fut lu hautement par le Secrétaire d'icelle, afin que chacun des Notables fût instruit au vrai quel avoit été l'état des affaires desdites Finances, le maniement d'icelles & leur emploi, depuis le décès du Roi Henri le Grand.

M E S S I E U R S ,

Un ancien disoit, qu'on ne vivoit si bien en aucun lieu qu'à Rome, fût pour l'institution des mœurs, ou pour l'exercice du courage; qu'il estimoit plus un Caton, qu'il ne faisoit trois cents Socrates; je puis dire aussi qu'il n'y a point de contrée au monde plus fertile en grands Rois que la France, & que je fais plus de cas d'un HENRI LE GRAND, de louable mémoire, que de tous les Rois des Nations étrangères, parmi lesquelles il ne s'en est point trouvé ni vu qui n'eût pu apprendre de ce grand Monarque, les règles nécessaires pour bien & glorieusement régner.

Et si pour gouverner un grand Etat, il étoit besoin à cette heure de choisir des Loix qui eussent été pratiquées & produit d'heureux effets, l'on n'en pourroit trouver de meilleures que celles dont il s'est servi, & qui lui ont si utilement réussi: car dès-lors qu'il eût donné le repos à ses Sujets, son Etat devint florissant, fut rempli de bénédictions; & tout ce que la confusion des guerres civiles avoit déplacé, fut rétabli en son premier ordre.

Il fit exactement observer les anciennes ordonnances sur le fait des Finances , & sa prudence parut tellement en la distribution de ses libéralités qu'aujourd'hui elle est tirée en exemple , & sera admirée des siècles suivans , ne se remarquant qu'il en ait usé que par prévoyance d'un bien à espérer , ou pour une pressante nécessité.

Néanmoins , comme il survient au corps humain ; pour parfait qu'il puisse être , des pertes de sang (siège principal de la vie) par divers accidens qui ne se peuvent aisément réparer ; de même cet Etat , avec son excellente disposition , ne laissa de sentir au courant des années plusieurs manquemens en ses Finances (où git le premier mouvement de sa force) soit en dépenses inopinées ou pour des rabais qu'il convenoit faire aux Fermiers , à cause des stérilités ou mortalités advenues , & qui engendroient des non-valeurs dans les recettes générales , ou pour la réception des Ambassadeurs , des négociations , pensions dedans & dehors le royaume , dépenses secrètes , assistances d'hommes & d'argent donnés aux alliés , & soldes extraordinaires ; de sorte qu'il ne se trouvera aucune année durant ce grand calme , que l'Etat au vrai de la dépense n'ait excédé de plus de cinq à six millions de livres , les états faits par estimation aux commencemens des années.

C'est chose qui consiste en fait , à quoi l'on ne sauroit rien ajouter ni diminuer , & dont la Compagnie pourra être éclaircie par les comptes qui en ont été présentés à la Chambre , & que M. le Procureur-Général en icelle peut faire voir , n'étant

possible d'en acquérir une certaine connoissance , qu'en les examinant par le menu.

Ainsi vous verrez que le feu Roi faisoit toujours sa dépense plus foible que sa recette , de trois à quatre millions de livres , pour avoir de quoi fournir à toutes ses dépenses inopinées , & en outre , faisoit enfler sa recette du bon ménage qu'il pouvoit faire durant l'année par moyens extraordinaires , & ce qui se trouvoit resté de bon , les Charges acquittées , étoit mis en réserve : c'est de là qu'est provenue la somme qui s'est trouvée dans la Bastille après sa mort , qui montoit à cinq millions tant de mille livres , & environ deux millions qui demeuroient entre les mains du Trésorier de l'épargne , en exercice , pour faire ses avances , lesquels sept millions étoient le fruit des dix années paisibles qui commencèrent depuis son retour de Savoye.

Après son décès , la face des affaires fut changée , ensorte que ceux qui eurent la direction des Finances , crurent , par de louables & saintes considérations , qui vous seront ci-après représentées , que c'étoit assez de conserver cet argent amassé , sans continuer les précédens bons ménages pour y en ajouter , se contentant d'égaliser la dépense à la recette ; ce qui fut cause qu'étant surchargés par les dépenses extraordinaires , ils se trouvèrent court en fin d'année , de trois à quatre millions de livres ; & pour réparer cette faute de fonds , & prévenir les mouvemens qui se préparoient dans l'Etat pendant la minorité du Roi , ils furent forcés d'entamer ce sacré dépôt , qui les fit passer doucement jusques en six cent treize.

Ainsi cet argent de réserve , utilement consommé , & les charges croissant de jour en jour , ils furent contraints de porter partie de la dépense d'une année sur la recette de la suivante , tellement qu'en six cent quinze ils eussent été bien empêchés si le Roi n'eût été secouru de deux moyens ; l'un , de la révocation des contrats pour le rachat de son Domaine & Greffes en seize années , & revente d'iceux ; l'autre , de la création des Triennaux , faite au commencement de l'an 1616 , ce qui soutint les affaires en ce temps-là , auquel les non-valeurs furent excessives à l'occasion des troubles qui s'émurent lors en toutes les contrées de la France. Depuis , les dépenses augmentant , il n'y eut plus moyen de les supporter avec le revenu ordinaire de l'Etat.

Et tout ainsi qu'on se sert de toutes inventions pour affermir un vieil bâtiment qui menace de ruine , de même les Directeurs voyant que cet ancien Royaume courboit sous le faix des charges , & n'avoit aucune ressource pour les acquitter , furent contraints de chercher tous les ans des édits , réglemens & créations nouvelles d'Officiers , afin d'écouler le tems , & soulager le mieux qu'ils pourroient leurs nécessités , & avec toute leur industrie ils ne purent rejoindre le courant ; si bien que pour sortir d'une année , ils furent forcés d'engager le revenu de la prochaine , quelquefois d'un an & demi , & de deux années.

Dès-lors les Comptables leur firent des avances dont les remboursemens étoient si éloignés , qu'à peine pouvoit-on satisfaire à leurs intérêts , & même à la

sûreté de leur prêt , qu'en les rendant comme maîtres absolus du maniement de leurs offices.

Les Fermiers & ceux qui avoient traité avec le Roi , firent de même , lesquels n'ont plus voulu mettre à prix aucun office ou portion du domaine , que suivant le revenu qui en pouvoit provenir ; ce qui a fait que les ventes n'ont jamais excédé le dernier dix , & s'en sont acquis la jouissance dès le commencement des années que les créations ont été faites , nonobstant que la plupart n'eussent traité qu'après les premiers quartiers échus ; ils ont ajouté les deux sols pour livre qu'ils disoient être affectés à supporter les frais , ensemble la remise du fixième pour les tirer hors de tous intérêts , & les garantir du hasard qu'ils pouvoient courir à faire valoir les choses par eux achetées , lequel fixième avec les deux sols pour livre & la jouissance , font une somme égale au tiers du total.

Que si l'urgente nécessité des affaires a voulu que les Partisans aient avancé le terme de leur obligation pour avoir tout en argent comptant , on leur a donné des intérêts jusques à quinze , dix-huit & vingt pour cent , lesquels ajoutés avec les autres remises , ont fait que les meilleures affaires ne sont pas revenues à la moitié des charges de l'Etat : étant réduites à ce point , qu'elles n'avoient autre recours pour les soutenir , qu'à la bourse des Partisans , lesquels en cette nécessité s'étoient tellement autorisés , qu'au bout du tems on n'a su les faire compter nettement , & pour s'en garantir , se servoient des changemens qui arrivoient dans le Royaume.

Il s'est aussi rencontré que tous les Trésoriers de

l'épargne qui ont levé sur les Receveurs généraux des sommes d'argent avant le terme échu , n'étoient point ceux auxquels ils devoient répondre en l'année de leur exercice ; & l'épargne formant ses recettes ainsi confusément , s'est trouvée elle - même tellement embarrassée , qu'il n'y a plus eu lieu de voir clair dans ses comptes.

Les Naturalistes disent que la seiche a cette industrie de troubler l'eau pour tromper les yeux du Pêcheur qui l'épie ; de même ses Trésoriers ont perverti tout ordre , & obscurci leur maniement , afin qu'on ne pût apprendre par l'épargne les recettes qui s'étoient faites dans les généralités , ni pareillement juger des dépenses , quoique l'épargne soit la source d'où doivent sortir les moyens de les faire. De là vient , que quand le compte de l'épargne est demeuré , ceux des généralités demeurent aussi accrochés , semblables à un peloton de fil mêlé duquel vous ne pouvez tirer un bout que vous ne serriez davantage les autres ; & ce , d'autant que les Trésoriers de l'épargne ont pouvoir de faire recette & dépense , de leur autorité , jusqu'à la clôture de leur compte , qui ne peut être fini que quand il leur plaît.

Le moyen d'éviter ce désordre est que le Surintendant compte avec eux de jour à autre ou du moins toutes les semaines , & pourtant se trouvera bien empêché avec cette vigilance de pénétrer dans le fond de leur maniement. Je n'aurai pas peu d'affaires étant à présent en charge de voir les comptes de dix Trésoriers de l'épargne , ayant tous la même autorité que celui qui est en exercice , & en même tems compter avec

cent & tant de Receveurs - Généraux, plus de six vingt Fermiers, & autant de Traitans qui ont dû porter leur recette à l'épargne pendant les cinq années dont ils n'ont encore entièrement compté. Combien de comptes de diverses natures de deniers doivent rendre les Trésoriers des parties casuelles, tous ceux qui ont agi par commission aux ventes du Domaine, qui en ont reçu les deniers par les quittances de l'épargne, desquels ils n'ont point encore rapporté les ampliations, ce qui empêche l'épargne d'en faire sa recette assurée.

Or, s'il y a tant de difficultés à reconnoître la vérité en la plus facile fonction des Finances, qui est la recette, comment pourra-t-on pénétrer jusqu'au fond de la dépense, pour voir si elle est vraie ou fausse après qu'elle a passé par tant de mains différentes, tant de divers sujets, & sous l'autorité de plusieurs Ordonnateurs, desquels aucuns ne sont plus en charge, & les autres disent qu'ils ne sont obligés de rendre compte de leur gestion qu'au Roi ?

Ainsi, par ces difficultés, l'on ne sauroit apprendre le menu des sommes qui sont entrées pendant ces cinq années dans la chambre aux deniers, & l'Epargne rapportant la quittance du Trésorier d'icelle chambre à sa décharge, il n'y a lieu de contester. Il en est de même de l'écurie, de l'argenterie, des menus, de la chambre du Trésorier de la maison, de ceux des Reines & de Monsieur, & généralement de tous les Comptables des maisons.

Quant aux pensions, gratifications & entretene-
mens donnés pendant ces cinq années, pour savoir

à quelles sommes elles se montent , il ne faut que les quittances des parties prenantes pour en être éclairci.

Pour la guerre , la plupart des Officiers nous en ont caché le menu , & n'en pouvons avoir aucune lumière , témoin la dépense de la Marine faite en 1622 , qui monte à un million d'or : le même se trouvera des autres années , & , pour mieux couvrir leur jeu , ils disent que c'est du fait de l'Amiral , qui en a usé ainsi que bon lui a semblé ; autant se peut dire de l'artillerie , qui porte le tiers de la dépense de la guerre ; & quand on demande aux Officiers l'emploi des deniers qu'ils ont reçus de l'épargne , ils rejettent tout sur le Grand-Maître.

De même est-il de l'ordinaire de la guerre , la dépense de laquelle n'est connue que par le Connétable & le Secrétaire d'Etat , qui en a le département.

Quant à l'extraordinaire , pour en vérifier au vrai la dépense , il est besoin de faire compter dix Trésoriers qui ont exercé durant les cinq années , tant deçà que delà les Monts ; & y a tel d'entre eux par les mains duquel ont passé plus de douze millions de livres en son année , dont les dépenses se sont faites en divers endroits de ce Royaume , en Italie , en la Valteline & ailleurs.

En cet extraordinaire de la guerre , je n'y comprends point les Suisses , parce qu'ils sont payés par les Trésoriers des Liges qui manient les deniers qui leur sont envoyés , & se distribuent suivant l'état qu'en fait l'Ambassadeur.

Ce n'est pas que je veuille condamner l'autorité de ces Ordonnateurs , quoiqu'ils aient formé tant

qu'ils ont pu des nuages épais pour rejeter aux yeux de ceux qui desireroient voir jour en leurs affaires ; & pour ces considérations , le Roi , usant de sa prudence accoutumée , a jugé bon de supprimer la charge de Connétable & celle d'Amiral , parce qu'il n'eût été possible , ces charges demeurant en leur entier , de faire aucun règlement parmi les gens de guerre de terre ou de mer ; étant véritable qu'on fait plus à présent pour un million de livres qu'on ne pourroit faire pour six millions , ces charges subsistant en leur première autorité.

De l'abus de ces Puissances sont arrivés ces défordres qui ont tellement mis en arrière les affaires de Sa Majesté , qu'elles en sont comme abandonnées , & ne fait-on comment reconnoître ceux auxquels il est dû , ni de qui on doit recevoir l'argent pour les payer ; chaque Receveur alléguant avoir fourni ce qu'il devoit long-temps avant le terme échu par des avances ou des prêts , & pourtant personne ne se trouve satisfait.

Si l'on s'adresse à ceux qui sont en exercice en l'année 1626 , ils disent avoir fourni à l'Epargne ce qu'ils doivent dès l'année 1625 , d'autres en 1624 , & s'en trouve qui disent avoir payé en 1622 & 1623 ; que si , pour vérifier leurs acquits , l'on se veut régler sur les états par estimation , vous les trouverez ne monter qu'à vingt ou vingt-deux millions , & par les états au vrai , ils se montent à trente , voire à quarante millions de livres. Que si on veut entrer en la connoissance du détail , ils renvoient à des supérieurs & chefs de charges , desquels la naissance & autorité sont si grandes qu'ils nous ferment la bouche , & nous

disent qu'ils ne rendent compte à personne qu'au Roi.

C'est ce qui a bouleversé l'ordre des Finances, par lequel on pouvoit connoître la vérité de recettes & dépenses. Aussi a-ce été la cause que ceux qui m'ont précédé ont été tellement emportés par les grandes dépenses que la grande quantité d'armées a engendrées, & ont trouvé leur courant si déplacé que quelque affection qu'ils y aient eu de remettre les choses en leur ordre, ils ne l'ont pu, bien qu'ils aient vaqué avec toute sorte de soin & d'intégrité, au devoir de leurs charges; mais les moyens de soutenir ces excessives dépenses leur manquant tout-à-fait, & étant toujours en peine de chercher de nouveaux fonds pour les supporter; il ne s'est point fait d'état du Roi, où toutes les dépenses doivent être contenues ès dernières années; d'où est provenue la disette que l'Etat souffre présentement, qui manque à toutes occasions de moyens pour supporter la fixième partie des dépenses du Royaume, lesquelles sont toutes proposées nécessaires & demandées comme justes; & si elles sont différées ou refusées, le Surintendant seul en reçoit le blâme, & passe pour condamné.

Il est comme le pilote qui regarde les vents & la mer conjurer ensemble contre son vaisseau, & apporte ce qu'il a de prévoyance pour y remédier: de même est-il seul à se défendre contre tous venans qui s'accordent pour l'attaquer, fait ce qu'il peut pour les contenter, & n'ayant moyen de leur donner satisfaction, pour ce qu'il ne lui est possible d'accommoder une affaire, qu'il ne soit forcé d'en blesser une autre; il est contraint de les laisser

plaindre & donner cours à leur douleur. Ainsi n'y ayant point de règles dans l'épargne, toutes choses qui en dépendent tombent en confusion.

J'appelle à témoin de mon dire la Chambre des Comptes, s'il n'est pas véritable qu'elle s'est trouvée en ce point de ne pouvoir examiner & clore les comptes, faute que ceux de l'épargne n'avoient point été arrêtés.

M. le Procureur-général en ladite Chambre ci-présent, vous assurera qu'il m'est venu dire de leur part qu'ils ne pouvoient faire leurs fonctions, que les comptes de l'épargne ne fussent entièrement rendus ; & que les comptables qui y portent les deniers de leurs charges, ou y prennent les assignations, n'eussent fait de même ; d'autant que les recettes de tant d'années accumulées, formoient de si grandes confusions, & favorisoient si fort les divertissemens, qu'il n'étoit possible de discerner les vraies recettes & dépenses d'avec les vraisemblables. J'ajouterai que cela donna sujet à la Chambre de députer deux maîtres de chaque bureau pour m'en faire plainte ; & peu de tems après, elle donna un arrêt célèbre contre tous comptables à même fin qui contient ce que je dis.

Voilà l'état auquel est la France à présent, qui a besoin de puissans remèdes pour la remettre en vigueur, les foibles ou palliatifs lui étant inutiles. C'est avec douleur que je découvre les nécessités qui sont en ce Royaume ; non que je redoute que nos voisins en puissent tirer de l'avantage, parce qu'ils sont encore en plus mauvais état ; mais d'autant que cette grande nécessité étoit à compassion, les bons François qui aiment leur Patrie, & pourtant
ces

ces maux ne sont si extrêmes qu'on ne les puisse réparer & rendre à la France sa première splendeur.

Le moyen d'y parvenir , est que tous les États des Finances soient formés à l'avenir sur le modèle de l'an 1608 , & que dans la recette nous laissions une somme suffisante pour remplacer les non-valeurs & les parties inopinées que nous supportons ; parce que , si nous nous contentons d'égaliser la dépense à la recette , il est indubitable , qu'au lieu de guérir nos désordres , nous les accroîtrons.

Ce n'est pas que je veuille blâmer le temps auquel le bon ordre que nous désirons aux affaires , a fini ; car une sainte intention en a été la cause. La Reine , mère du Roi , lors Régente , fut persuadée de prier le Roi de tourner le ménage qui se faisoit aux Finances en libéralité , afin que les affections des Peuples , dues à leur Roi , lui fussent conservées entières , malgré les pernicieuses pratiques qui se faisoient au contraire.

Ce salutaire conseil fit telle impression aux cœurs de Leurs Majestés , qu'elles remirent au Peuple trois millions de livres , tant de ce que portoit auparavant le brevet de la taille , que des impositions des Fermes. Le sel qu'on avoit proposé d'établir par Edit dans les Provinces qui en sont libres , n'eut point lieu , comme il se voit par la révocation des Offices créés aux Greniers à Sel d'Auvergne , qui étoient déjà vendus à un nommé Blancheteau , lesquels furent au même instant remboursés & supprimés.

La Douane de Valence fut ôtée , & la Provence , le Languedoc & le Dauphiné soulagés ; on diminua

plus du tiers de l'imposition du convoi de Bordeaux, & la moitié de celle de Charente, autant sur celles de la rivière de Loire & des autres.

On remit plus de la moitié des subventions aux grandes villes, lesquelles depuis n'en ont quasi rien payé; le prix du sel fut diminué de cinquante sols par minot en la Ferme des Gabelles de France, & en celui de la Ferme du Lyonnois, de cinquante-trois sols; ce qui revenoit lors, sur le pied des ventes, à plus de quinze cents mille livres.

Toutes lesquelles diminutions affoiblirent d'autant la recette, & ôtèrent le fonds qui servoit à soutenir les dépenses extraordinaires, qui peu-à-peu furent grandement accrues.

Le Roi, desirant que les Grands se ressentissent de ses munificences, aussi bien que les Petits, tripla les pensions de tous les Princes, donnant à M. le Prince de Condé trois cents mille livres de pension; à MM. les Princes de Conty & Comte de Soissons, chacun deux cents mille livres; aux autres Princes, chacun cent mille livres. Les Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, reçurent leur part de ces bienfaits, & n'y eut Seigneur à la Cour qui ne s'en ressentit. Ces gratifications mêmes s'étendant jusqu'aux Provinces les plus éloignées, où les Gentilshommes qualifiés en étoient participans.

De sorte que cette augmentation de dépense composoit une somme d'environ 4,000,000 de livres, laquelle, jointe à la diminution faite au Peuple, fit manquer le fonds annuel de la recette de six à sept millions de livres; & sans les retranchemens que le Roi & la Reine firent sur eux-mêmes, il eut fallu rétablir ce que Leurs Majestés avoient

donné aux Provinces pour leur foulagement , & diminuer les libéralités que recevoient les Grands , les Seigneurs & Gentilshommes du Royaume.

Néanmoins la guerre que l'on pensoit lors éviter par cette munificence , ne laissa de troubler grièvement l'Etat (l'ambition des hommes ou leur avarice l'ayant ainsi voulu) ; & elle s'alluma de telle forte en tous les endroits de la France , & avec telle violence , que les Loix furent foulées aux pieds ; il n'y eut rien de sacré qui ne fût méprisé & pollué.

En ce désordre , les dépenses qui n'avoient excédé vingt millions de livres , montèrent jusqu'à cinquante millions ; ce qu'il n'a été possible de soutenir que par des voies extraordinaires , qui n'ont pu néanmoins être justement blâmées , tant parce qu'elles ont été causées par la nécessité , que pour avoir été puisées dans le Domaine du Roi que Sa Majesté a voulu être engagé , & les deniers en provenans , employés à réparer les calamités publiques , plutôt que d'interrompre le cours de ses bonnes intentions.

Que si d'ailleurs il est venu à l'épargne quelques sommes d'argent , ç'a été par des créations d'Offices , dont les gages , droits & fonctions , se font à ses dépens ; & les droits des Acquéreurs de ces Offices , sont si bien conservés , que s'il y a pour un teston de non-valeur , il est porté sur la partie de l'épargne , quelque petite qu'elle puisse être.

Or , si le revenu du Domaine est tiré à néant , les tailles , qui se montent tous les ans à près de dix-neuf millions de livres , ne sont pas beaucoup plus utiles au Roi , puisqu'il n'en revient à l'Epargne que six millions , qui passent par les mains de

vingt-deux mille Collecteurs , & qui les portent à cent soixante Receveurs des Tailles , qui les remettent à vingt-un Receveurs Généraux , pour les voiturer à l'Epargne. Et ces deniers des Tailles sont tirés de l'Epargne , pour être distribués aux Trésoriers de l'Extraordinaire de la Guerre ou des Maisons , suivant qu'ils sont destinés , lesquels en baillent la moindre partie à ceux qui les doivent recevoir d'eux ; car avant que les Officiers , par les mains desquels passent ces deniers , aient pris leurs gages , taxations , droits , ports & voitures , il se trouve enfin que ces sommes reviennent à peu de chose.

Quant aux Gabelles , la Ferme Générale est de sept millions quatre cents tant de mille livres , les frais des Fermiers rabattus , qui reviennent à deux millions de livres : & des sept millions quatre cents mille livres , il y en a six millions trois cents mille livres d'aliénés ; si bien que le Roi n'en retire qu'onze cents mille livres , qui ont été affectées l'année dernière & celle-ci , au paiement des Rentes de la Ville , dont Feydeau étoit demeuré en arrière.

Le Roi a souffert une semblable perte aux Rentes des Aydes , & par ainsi il porte seul la folle enchère des banqueroutes , & paie pour tout le monde , quelque nécessité qu'il ait en ses affaires.

La Ferme des Aydes porte près de deux millions de livres de charges ; les deux tiers du revenu de toutes les autres Fermes , peuvent à peine suffire pour en acquitter les charges.

L'on voit donc comme la bonté de Leurs Majestés a conservé les effets de leur première libéralité , & qu'à leur dommage les feux de leurs Sujets rebelles

ont été amortis, la paix rétablie dans le Royaume, & toutes choses remises dans leur ordre.

Sa Majesté ne s'est pas contentée de dissiper les factions nouvelles aux dépens du revenu de la Couronne, mais a exposé sa personne aux hazards de la guerre, jusqu'aux coups de mains, aux injures de l'air & maladies contagieuses, dont Dieu seul l'a garanti; & après tant de maux soufferts, ses Sujets vivent sous son obéissance en douceur, accommodés de toutes choses; lui étant plein de nécessités. Ce sont les marques de sa bienveillance, qui n'a autre but que de soulager son Peuple, bien faire à sa Noblesse, augmenter les droits & gages des Compagnies Souveraines, & de continuer ses libéralités aux Princes de son Sang, & à ceux qui sont près de sa personne.

L'on peut voir par-là que les biens que le Roi a faits à tous, sont causés des incommodités qu'il souffre; ce qui ne seroit, s'il ne le vouloit, puisque c'est par son autorité que nous jouissons du repos, que nous goûtons la vie, & que Sa Majesté, pouvant se donner un pareil contentement, ne se plait qu'à vivre en continuel souci pour notre conservation.

En ce chaos d'affaires, il desire avoir vos avis, pour apprendre par quelles façons il s'en pourra démêler, & se tirer hors de la nécessité présente, usant en cela d'un procédé qui tourne à la gloire de sa Personne sacrée, & de ceux qui ont l'honneur d'opiner en ses secrètes résolutions. L'avis qu'il vous demande, n'est que votre consentement en des choses qui dépendent nuement de Sa Majesté.

Il demande d'être secouru , non pour s'en prévaloir , mais parce que la sûreté publique le requiert ; sa bonté ne voulant se servir d'aucuns remèdes qu'on lui propose , si cette Assemblée , pleine des plus sages & prudens hommes du Royaume , n'en convient avec lui ; étant si éloigné de faire chose qui puisse fouler son Peuple , qu'il l'a déchargé de six cents mille livres par le Brevet de la Taille de cette année , qu'il pouvoit augmenter autant qu'il eût plu à sa souveraine autorité.

Il est vrai que cette gratification a déplu à quelques personnes mal intentionnées , lesquelles , pour ne paroître en Public auteurs de calomnies , vont disant à l'oreille les uns aux autres qu'on a chargé le Peuple d'ailleurs , & par ce moyen veulent détruire la grace du bienfait de Sa Majesté. Si leur volonté étoit bonne , ils pourroient parler hautement , & dire leur pensée en cette célèbre Compagnie , afin d'avoir des preuves hors de toute exception , pour faire châtier sévèrement les auteurs de cette mauvaise action comme ils le méritent ; cela étant du tout contraire aux volontés du Roi , qui peut & ne veut pas que l'on augmente charges quelconques sur son Peuple , non-obstant que ses Finances soient éloignées du courant , & que trente millions de livres ne l'y puissent remettre : & afin de vous le faire reconnoître , je vous dirai en peu de mots qu'il plut au Roi me mettre en charge au commencement de Juin ; n'ayant trouvé dans l'épargne aucun fonds pour soutenir la dépense du mois , je suis obligé d'ajouter à la demi - année que j'ai exercée.

M'étant enquis quelle recette & dépense étoient

à faire durant le reste de l'année , j'appris qu'il n'y avoit plus rien à recevoir , & que même la recette de l'année 1627 étoit bien avant entamée , que le quartier de Janvier étoit entièrement mangé , & qu'on avoit commencé de lever sur celui d'Avril. Que les Fermiers-généraux des Aydes avoient prêté un million de livres , & les Sous-Fermiers cinq cents mille livres , pour s'en rembourser aux quatre quartiers de l'année & sur les deux premiers de la suivante. Que les cinq grosses Fermes étoient affectées à Charlot pour son remboursement des grandes avances qu'il avoit faites. De même est-il de la Ferme des Gabelles de Languedoc à Coulanges , la Ferme générale des Gabelles à Briois , à cause d'un million qu'il avoit avancé pour le paiement des rentes dont Feydeau étoit demeuré redevable.

Ainsi je trouvai toute la recette faite & la dépense à faire ; car toutes les garnisons pressioient d'être payées de leurs soldes des années 1625 & 1626. Les armées de la campagne demandoient leurs montres de Novembre & de Décembre 1625 ; & celles de l'année 1626 , jusqu'alors les paies des deux années dûes aux garnisons se montoient à cinq millions de livres , suivant l'état , à raison de deux millions 500 mille livres par an. Que s'il s'en est trouvé qui aient touché quelque chose , il y en avoit aussi d'autres qui demandoient 30 mois de solde.

Pour les armées de la campagne , il se trouve que le Roi payoit tant en Italie & en Valteline qu'en France , 91 mille hommes de pied & 6000

chevaux dont la solde revenoit par mois à plus de 2 millions de livres; & pour huit mois, il falloit plus de 16 millions de livres; à quoi ajoutant les 5 millions des garnisons, le tout revenoit à près de 22 millions de livres, comme il se peut justifier par les Etats du Roi & par les Certificats que j'en ai tirés des Trésoriers de l'extraordinaire des guerres, pour mettre l'épargne en quelque ordre de comptes.

Les gratifications que le Roi fait, réduites sur le pied de quatorze cent tant de mille livres, étoient toutes à payer durant les deux années qui font environ trois millions de livres. Tous les appointemens des Officiers de la Couronne, ceux de Messieurs du Conseil, des Domestiques de la Maison du Roi & des Compagnies souveraines, avec les pensions étrangères, étoient à payer, qui se montent à plus de deux millions de livres.

Encore est-il dû 1200 mille livres de reste du mariage de la Reine d'Angleterre; 600 mille livres à Messieurs les Etats des Provinces-Unies, que le Roi leur a promis & autres dettes.

Sur toutes lesquelles choses j'ai fait payer 1400 mille livres de gratifications en assignations, 1200 tant de mille livres pour trois mois donnés aux garnisons. 150 mille livres dont j'ai assigné le Roi de Dannemark. 500 mille livres pour les Mezades de M. de Savoie que j'ai fait assigner. Plus, il a été envoyé delà les Monts, en argent comptant, 2 millions de livres; savoir, 908 mille livres qu'emporta Mesmin, 200 mille livres qui ont été envoyées à M. de Châteauneuf, 300 mille livres que j'ai fait toucher à M. le Marquis de

Cœuvre , au commencement d'Octobre & 600 mille livres en Novembre.

Et pour soulager le peuple des armées qui retournoient d'Italie , qui l'eussent entièrement ruinée , a été donné pour les licencier , ensemble l'armée de Champagne & celle de Picardie , deux millions 300 & tant de mille livres en argent comptant , sans y comprendre 3300 Suisses qui étoient en Picardie & n'avoient fait que deux montres.

Ce qui reste des armées de Champagne & Picardie , avec les anciens Régimens qui sont en garnison à Montpellier , au Fort-Louis , au Pouzin , en Bretagne , en Normandie , revenant par mois , compris la Cavalerie entretenue , à près d'un million de livres , ont déjà reçu une montre en Novembre & une autre qu'on leur paie à présent.

Il a fallu fournir à M. le Connétable pour le Pouzin 300000 livres , autant à la garnison de Montpellier qui n'est encore contente , 310 mille livres à ceux de la Religion prétendue réformée , près de 500 mille livres à M. de Thoiras , environ 200 mille livres pour les vaisseaux de Hollande , & pareille somme qui étoit dûe à ceux qui ont servi à l'Isle de Ré & à Blavet ; 100 mille livres à M. de Retz pour l'acquisition de Belle-Isle ; & avec tout cela il a fallu soutenir les dépenses des Maisons qui se paient en argent comptant tous les mois , étant pour la nourriture du Roi , des Reines & de Monsieur.

L'on donne en outre tous les mois , tant pour le comptant ès mains du Roi qu'aux Officiers de la Chambre aux deniers , argenterie , Trésorier de

la Maison du Roi, Menus, Ecurie, Offrandes, Vénérie, Fauconnerie, Archers de la Porte & du Grand Prévôt, Cent-Suisses, quatre cent Archers des Gardes, 200 Gens-d'Armes, 200 Chevaux-légers, 75 Mousquetons, Régimens de 4000 hommes François & de 2200 Suisses, appointemens de leurs Colonels, le tout montant à plus de 700 mille livres, qui font pour sept mois plus de cinq millions de livres, y compris les Menus, Dons, Voyages & Parties inopinées.

Il y a encore beaucoup d'autres dépenses qui ont été faites depuis qui montent à de grandes sommes, comme l'apanage de Monsieur, les récompenses données à Messieurs l'Amiral & de Sourdeac & autres ; ensemble l'argent comptant envoyé aux Etrangers, comme cent mille livres de pension à Madame la Princesse de Piémont, & le tout par très-exprès commandement du Roi.

Toute laquelle dépense en argent comptant a été faite par emprunt, dont les intérêts montent à plus d'un million de livres qui ont consommé tout ce qui restoit de la recette de cette année 1627, avec les moyens extraordinaires qui se sont trouvés dans les Affaires du Roi. De sorte que pour rejoindre le courant, il est nécessaire de trouver de quoi vivre & couler le reste de l'année.

J'ajouterai, Messieurs, que la dépense que M. de la Vieville avoit réglée en 1623, & qui a fait tant de bruit, n'a pas laissé de monter à 35 millions 500 mille livres, comme il se peut voir par l'état qu'en a présenté le Trésorier de l'épargne, Beaumarchais, laquelle somme ajoutée aux dépenses

qui sont encore dues , il faudroit des sommes qu'il seroit impossible de fournir.

Par-là vous pourrez juger ce qui sera le plus expédient pour nous tirer des nécessités où nous sommes ; sur quoi j'en dirai librement mes sentimens lorsque nous entrerons dans le menu , me contentant de vous avoir donné, autant que j'ai pu, la connoissance de l'état présent des affaires.

Sur la proposition que le Comte de Carmain fit ensuite aux Notables de représenter au Roi les misères où la pauvre Noblesse se trouvoit maintenant, comme elle étoit déchue de ses anciens privilèges, & quels étoient les désordres qui se glissoient tous les jours dans ce Corps, qui faisoit la meilleure partie de l'Etat, & prier très-humblement Sa Majesté d'en avoir pitié, & d'y apporter quelque bon remède: il fut résolu entre eux qu'il seroit dressé une requête & des articles pour les présenter au Roi, & pour ce faire, ils prièrent ledit sieur Comte de Carmain d'y mettre la main.

Ladite requête & articles signés furent présentés au Roi le dix Février, par le Maréchal de la Force, qui fit la harangue, assisté du Maréchal de Bassompierre, & de toute la Noblesse de l'Assemblée en laquelle il représenta l'état déplorable de la Noblesse, ainsi qu'il suit.

*Requête & Articles présentés au Roi,
par la Noblesse de l'Assemblée des
Notables, le 10 Février 1627.*

SIRE, puisqu'il a plu à Votre Majesté nous commander de nous trouver en l'Assemblée

des Notables , & qu'Elle nous a permis de donner nos libres avis sur les propositions qui nous ont été faites de votre part , même d'y en ajouter de nouvelles , pourvu qu'elles fussent convenables & utiles au bien de son Etat ; nous estimerions grandement manquer à notre devoir , si , après avoir rendu très-humbles graces à Votre Majesté du choix qu'Elle a daigné faire de nos personnes , nous ne faisons quelques ouvertures pour le rétablissement de la Noblesse , comme l'appui le plus assuré de la grandeur de votre Etat , l'outil plus propre à l'accroissement d'icelui & à l'affermissement de votre Couronne ; & quoique nous n'ayons point de charges du reste de la Noblesse de France , si est-ce que nous croyons en être bien avoués , quand elle saura que nous aurons supplié très-humblement Votre Majesté d'avoir pitié de la misérable condition où elle se voit maintenant réduite , & qui , sans doute , augmenteroit de jour en jour , s'il n'y étoit promptement remédié par les graces , ordres & réglemens qu'ils doivent attendre de la seule bonté & magnanimité de Votre Majesté.

Nous laisserons , Sire , aux Historiens à déduire les diverses sources de la Noblesse de ce Royaume , l'ancienneté de la vraie , & qui procède du sang , les dignités & les privilèges dont elle jouissoit anciennement , les services qu'elle a rendus aux Rois vos prédécesseurs. Et si le feu Roi votre père , d'immortelle mémoire , se pouvoit faire entendre du lieu bienheureux où il est , il vous diroit , Sire , qu'après l'assistance de Dieu & de son épée , la conservation de cette Couronne est due à la

Noblesse de France , ayant fait preuve de sa fidélité & de sa valeur secourable , lorsque la plupart des autres ordres s'étoient laissés emporter à la révolte ; & comme nous faisons profession de mieux faire que de bien dire , aussi n'emprunterons-nous point des Orateurs les artifices & les figures pour émouvoir la compassion de Votre Majesté sur la décadence & la misère de votre Noblesse ; mais seulement nous la supplierons très-humblement de croire qu'elle est au plus pitoyable état qu'elle fut jamais , & qu'il nous seroit mal-aisé de représenter sans larmes la pauvreté qui l'accable , l'oïveté qui la rend vitieuse , & l'oppression qui l'a presque réduite au désespoir. Nous en attribuons la cause à la mauvaise institution plutôt qu'à leur inclination naturelle , au mélange des races Nobles avec les Roturières , aux insolentes & trop effrénées ambitions d'aucuns de leur ordre du siècle passé , qui , ayant diminué la bienveillance & accru la défiance des Rois en leur endroit , les auroit portés à croire qu'il falloit en abaisser la puissance par l'élévation du Tiers-Etat , & par l'exclusion des charges & dignités dont ils avoient peut-être abusé.

Depuis ce tems-là , Sire , étant déchus , nous avons été privés de l'administration de la Justice , des Finances & de vos Conseils , au dernier desquels il semble toutefois que Votre Majesté a dessein de nous rétablir , ainsi qu'Elle a voulu nous le faire connoître par l'un des Articles qui a été lu en notre Assemblée , dont nous rendons encore très-humbles graces à Votre Majesté.

C'est ce qui nous a donné le courage , Sire , de vous présenter , avec toute humilité , quelques

Mémoires, que nous avons plutôt tirés du désir & du besoin d'être secourus, que de la connoissance des affaires. Votre Majesté aura, s'il lui plaît, agréable de les entendre, commandant de les approuver, ou d'en proposer d'autres plus convenables & plus propres à guérir nos plaies & nous remettre en notre première santé, & moins à la foule de vos Sujets; & ce sera procurer le plus grand bien qui puisse arriver à ce Royaume, & acquérir une des plus dignes gloires de votre règne, si la plus noble partie de votre Etat & la plus nécessaire à l'accroissement de vos victoires, est relevée de sa chute, affranchie de la ruine qui la menace, & remise en sa première splendeur par les prudens avis & salutaires expédiens de votre Conseil, dont l'expérience & sagesse est incomparable, & par la bonté & puissance du plus juste, du meilleur & du plus vaillant Roi de toute la terre.

ARTICLE I. Votre Majesté est très-humblement suppliée de souffrir à l'avenir que les gouvernemens, charges nobles de votre maison & les militaires soient venales, ni rendues héréditaires par survivance, ni tenues par autres que par les Nobles; & pour obvier au désordre introduit par la vénalité, il plaira à Votre Majesté faire très-expresse défenses à toutes personnes de vendre ni acheter lesdits gouvernemens & charges, à peine aux contrevenans, d'être pour jamais déclarés incapables de tenir aucuns états, & de rendre par les vendeurs, les deniers desdites ventes, pour être employés aux nécessités des pauvres soldats estropiés, & des hôpitaux.

ART. II. Et comme les Nobles tiennent un rang honorable en l'Etat, étant doués des qualités nécessaires, ils semblent mériter la préférence aux charges les plus relevées en l'Eglise & en la Justice. Afin de les convier à s'en rendre capables, il plaira à Votre Majesté les préférer à tous bénéfices, & ce d'autant plus qu'une bonne partie se trouve être de la fondation de leurs ancêtres, & ordonner que le tiers de tous les canonicats & prébendes tant aux églises cathédrales que collégiales du Royaume, sera affecté aux personnes de noble extraction.

ART. III. Il n'y a rien de si raisonnable que d'observer & suivre l'intention des Patrons & Fondateurs, même celles qui redondent à l'honneur divin & à la bienséance civile & politique, comme sont les statuts anciens de quelques Eglises & Monastères, de n'y admettre d'autres que ceux dont la noblesse de sang est indubitable. Et partant, pour convier à l'ordre & vacation ecclésiastique les personnes de noble extraction ou de mérite, & littérature éminente, les dignités, prébendes & places des Eglises ou Monastères qui ont statuts ou coutumes de n'y admettre que les nobles ou savans, seront conservées & conférées par préférence à ceux de ladite qualité, privativement à tous autres; & au défaut de Nobles de race, y sera pourvu des personnes de mérite & littérature reconnue & véritable, sans qu'on leur puisse octroyer lettres de bachelier ou autre degré en quelque faculté que ce soit, pour faire fraude auxdits statuts ou coutumes anciennes & louables: à quoi sera enjoint à vos Procureurs-Généraux d'y tenir la main & empêcher qu'il n'y soit contrevenu.

ART. IV. Et afin que les gentilshommes puissent être plutôt pourvus du tiers desdits bénéfices, il plaira à Votre Majesté défendre à tous vos Secrétaires de signer aucuns dons ou collations des dignités, prébendes ou bénéfices sujets au droit de régale, serment de fidélité & joyeux avènement, qu'en faveur des Nobles d'extraction, jusqu'à ce que lesdits gentilshommes aient rempli le tiers desdits bénéfices; & si par mégarde ou surprise il en étoit expédié aucune, la déclarer, dès-à-présent, nulle & de nul effet.

ART. V. Et pour à l'égard des Monastères des Religieuses, il plaira à Votre Majesté ne pourvoir aux Abbayes, Prieurés & places des Religieuses, que des filles de noble extraction pour les Monastères de fondation royale, & sans argent.

ART. VI. Que la quatrième partie de tous les Régimens & Compagnies de Cavalerie, entretenus en temps de paix, sera remplie de Gentilshommes, ou rétablir les compagnies des Gendarmes, selon les anciennes Ordonnances.

ART. VII. Et d'autant que votre Royaume, Sire, est aujourd'hui rempli d'un nombre infini de Collèges, lesquels, au dommage de l'Etat, souffrent au Public une infinité de gens qui abandonnent les arts, le commerce, le labourage & la guerre, tournent à charge au Public, & qui, pour avoir passé leur jeunesse dans l'oisiveté des lettres, deviennent pour la plupart incapables de servir; Votre Majesté est suppliée de retrancher le nombre excessif desdits Collèges, & au lieu d'iceux avoir agréable d'ordonner & faire établir en chaque Archevêché ou Province, des Collèges militaires
pour

pour l'institution de la jeune Noblesse, depuis la douzième année jusqu'à la dix-septième, dans lesquels les enfans des pauvres Gentilshommes soient élevés en la connoissance de Dieu, nourris, entretenus & instruits aux loix & ordonnances de la guerre, aux exercices du corps, autant qu'il sera besoin pour l'usage d'un Soldat, & que l'on y dresse leurs esprits, selon la force & le talent qu'ils auront de la nature, aux parties des mathématiques, servant à la guerre, à l'histoire & morale : Et porteront lesdits Colléges le nom de Votre Majesté, sans que nul y puisse être reçu, soit pour Chef ou Gouverneur que pour Ecolier, sinon par le choix & provision de Votre Majesté, sur l'attestation de leur noblesse. Et seront, vos lettres de provision, adressées au Gouverneur de la Province, qui sur icelles baillera son attache. Et sera, pour l'établissement desdits Colléges, pourvu de lieux convenables en l'une de vos villes la plus commode à chacun desdits Archevêchés ou Provinces : En attendant qu'il se trouve fonds commode pour ledit établissement, sera pris & employé le vingtième denier de toutes & chacunes les pensions, ou tel autre fonds qu'il plaira à Votre Majesté destiner, ou qui lui sera dénoncé par sa Noblesse.

ART. VIII. Conformément aux Ordonnances d'Orléans & de Blois de 1579, Votre Majesté est très-humblement suppliée d'accorder, pour l'entretien du Gouverneur & Précepteur desdits Colléges militaires, les revenus des Prébendes préceptoriales & places de Religieux des Abbayes ou Monastères conventuels qui ne sont point employées pour l'en-

tretien des Colléges des Jésuites ou autres effectivement établis, sans préjudice des oblats.

ART. IX. Votre Majesté, en outre, accordera, s'il lui plaît, pour servir de fonds auxdits Colléges militaires, si utiles pour son service, deux mille écus de rente pour chacun desdits Colléges, à prendre sur un certain fonds dont aucuns de la Noblesse donneront avis, & duquel n'est fait aucun état ni recette annuelle dans vos Finances.

ART. X. Qu'en tous les Bailliages & Sénéchaussées seront choisis, nommés & pourvus par Votre Majesté, deux anciens Gentilshommes vertueux & de mérite reconnu pour y être en titre de Censeurs des Nobles, & contenir sous votre autorité chacun dans le devoir de son ordre & la bienséance de sa condition, sans aucuns appointemens ni gages : Et fera par eux dressé un dénombrement de toutes les maisons & races Nobles, qualités des pères & nombre des enfans, leurs qualités & conditions, & la valeur de leurs biens, revenus par commune estimation, pour donner avis de ceux qui devront être reçus & entretenus esdits Colléges militaires, avec pouvoir d'avertir les autres Gentilshommes plus aisés, & leur remontrer s'ils nourrissent mal leurs enfans, ayant de quoi les entretenir es Colléges & Académies, & les envoyer dans les Provinces étrangères apprendre les langues, acquérir les habitudes, suivre les armées, & s'instruire des formes, des maximes & de l'usage de nos voisins : Et où lesdits Chefs des maisons Nobles viendront à rejeter ou négliger les remontrances & admonitions desdits Censeurs, ils seront obligés d'en faire plainte au Gouverneur de la Province,

pour y pourvoir après que votre Majesté en aura été avertie. Et quand il sera nécessaire de faire des levées de gens de guerre , de pied ou de cheval , on pourra voir par les avis & mémoires desdits Censeurs , le nombre de la Noblesse , leur âge , les charges qu'ils auront eues , leurs moyens , leurs mœurs & réputation , pour être employés selon leur capacité au service de Votre Majesté.

ART. XI. Votre Majesté est aussi suppliée de commettre & députer en chaque Gouvernement de Province , quatre Conseillers de guerre , des plus expérimentés Seigneurs & Capitaines de la Province , lesquels ayant provisions de Votre Majesté seroient appelés par les Gouverneurs aux affaires de guerre & autres importantes affaires de Votre Majesté & bien du Public : Et auroient soin en temps de paix de prévenir & empêcher les différens à naître entre les Gentilshommes , & pacifier ceux qui seroient arrivés ; même les contenir dans leur devoir & dans le service de Votre Majesté , avec pouvoir de leur faire des défenses , & les assembler chez eux ou en un troisième lieu , après en avoir donné avis au Gouverneur de la Province , afin que s'il y veut mettre la main , cela dépende de sa volonté ; ou bien les renvoyer auxdits Conseillers de guerre.

ART. XII. Il plaira aussi à Votre Majesté établir quelque nombre de Gentilshommes des plus savans & mieux nourris dans les affaires , pour avoir entrée & voix délibérative dans vos Parlemens , rang & séance , selon qu'il plaira à Votre Majesté l'ordonner , sans gages ni émolumens , & ce pour leur personne & vie seulement , après avoir été

examinés par M. le Chancelier ou M. le Garde des Sceaux, afin qu'ils n'aient l'honneur d'entrer en ces compagnies sans la capacité & suffisance requise.

ART. XIII. Que tout Gentilhomme au-dessus de quinze cents livres de rente, sera obligé d'avoir un cheval de service, des armes complètes, & de se rendre en état, près des Gouverneurs & Sénéchaux, pour être par eux conduit où les commandemens de Votre Majesté l'ordonneront, en une pressante nécessité; & qu'à cet effet les Gouverneurs des Provinces, Lieutenans généraux ou Capitaines des places, feront faire visite à ce qu'il n'y ait aucune contravention à cette Ordonnance.

ART. XIV. Que le tiers de vos Conseils de Finance, de direction, & des parties, sera composé de Noblesse; & de ce tiers en faire une partie d'ordinaire, & l'autre qui serve par semestre, ainsi qu'il est porté par un des articles de la dernière assemblée.

ART. XV. Qu'il plaise à Votre Majesté établir un Conseil de Guerre composé des Maréchaux de France, principaux Officiers de la Couronne, & plus expérimentés Capitaines de votre Royaume.

ART. XVI. Il plaira aussi à Votre Majesté instituer un ordre nouveau pour la pauvre Noblesse, sous le nom & titre de *Saint-Louis*, qui consiste en Chevaleries & Commanderies dont la plus basse soit de 500 livres & la plus haute de 6000 livres, à prendre sur les bénéfices vacans, à proportion du revenu par forme de pensions viagères, avec les brefs de sa Sainteté requis & nécessaires, comme il s'est pratiqué ailleurs; Ce sera décharger d'au-

tant vos Finances des pensions qu'il plaît à Votre Majesté leur donner; & employer les Chevaliers de cet Ordre dans vos armées de mer ou sur terre ou autrement, comme il plaira à Votre Majesté.

ART. XVII. Que les chevaux & armes des Gentishommes & Capitaines des Régimens entretenus ne pourront être saisis, si ce n'est par les Marchands mêmes ou autres qui leur en auroient fait la vente.

ART. XVIII. Et pareillement que l'Ordonnance des quatre mois qui se trouve universellement trop rigoureuse, n'aura point lieu contre les Nobles d'extraction & Capitaines entretenus.

ART. XIX. Qu'en cas de crime, les exécutions des condamnations à mort, ordonnées contre les Gentishommes de nom & armes, seront sursises pendant quinze jours, pour éviter les précipitations procédantes des haines & passions d'aucun Juge à l'endroit des criminels, au préjudice du service de Votre Majesté, bien & honneur de la Noblesse, hormis les crimes exceptés.

ART. XX. Que conformément aux anciennes Ordonnances, aucun Roturier ne pourra acquérir fief ou terre noble, sur peine de nullité des contrats sans permission de Sa Majesté.

ART. XXI. Que les Gentishommes pourront avoir part & entrée au commerce sans décheoir de leurs privilèges.

ART. XXII. Et afin de convier un chacun d'embrasser avec plus de courage la condition de soldat, suivre vos armées, & en icelles généreusement servir l'Etat: Votre Majesté est suppliée de faire bien & paisiblement jouir tous les Gentishommes, Capi-

taines & Soldats estropiés, des Maladreries, Hôpitaux, oblats & autres concessions qui leur ont été faites; & ce suivant la sainte intention du feu Roi votre père.

Nous supplions très-humblement Votre Majesté de recevoir en bonne part ces propositions, & qu'il lui plaise nommer des Commissaires choisis entre les plus sages de son Etat, afin que par leur avis, elle rétablisse l'ordre de la noblesse, protecteur de tous les autres par sa valeur, néanmoins déchu de tous ses avantages, diminué de nombre, privé de ses biens, & dans lequel il ne s'est conservé que ceux que la grandeur de leur maison a défendus d'une chute entière; encore que, si Votre Majesté jette les yeux sur toutes les plus grandes & illustres de son royaume, elle les trouvera toutes affoiblies, ébranlées & comme proche de leur ruine.

Déclaration du Roi, pour le rétablissement de tous les Ordres de son Royaume, & soulagement du Peuple, publiée en Parlement le premier de Mars 1627.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; salut. Le soin que nous avons de notre Etat, & de réparer en icelui les désordres que les longues guerres intestines & étrangères y ont apportés; le munir contre les desseins & entreprises de tous ceux qui pourroient plonger de nouveau notre Peuple dans les misères desquelles à peine commence-t-il de sortir;

soulager nos Sujets , & les faire jouir d'une paix solide & assurée , nous a fait convoquer , en notre bonne Ville de Paris , une Assemblée de plusieurs Notables personnages , tant de l'Eglise que de la Noblesse , & de nos Cours Souveraines , pour nous donner avis sur les principaux points que nous leur avons fait proposer pour parvenir aux effets d'une si bonne intention. A quoi ladite Assemblée ayant travaillé par plusieurs & diverses séances , il a été pris en icelle des résolutions telles que nous avons sujet de reconnoître la bonne & sincère affection qu'ils ont eue tous de correspondre au desir & dessein que nous avons de la grandeur de cet Etat , Dignité de notre Couronne , rétablissement de tous les Ordres en leur lustre ancien , & du soulagement & enrichissement de notre Peuple. Ce que nous faisons état de témoigner plus expressément par l'Edit que nous ferons & enverrons en toutes nos Cours Souveraines , sur les avis de ladite Assemblée , & autres points de la Justice & Police de ce Royaume en tous les Ordres , dont nous avons voulu donner par ces présentes l'assurance à toute ladite Assemblée avant la rupture d'icelle. Mais d'autant qu'en attendant cette plus particulière Déclaration & expression des choses que nous entendons ordonner & établir pour les fins susdites , il est besoin de faire connoître à tous nos Sujets le bien que nous leur procurons , & auquel nous entendons acheminer & conduire le gouvernement de cet Etat , afin que chacun sache quel mal causeront ceux qui entreprendront d'en troubler le repos , & que l'on tienne & traite comme ennemis communs , dignes de la haine & indignation publique ,

tous ceux qui prétendront priver nos Sujets de si grands biens. SAVOIR FAISONS, que de l'avis de notre très-honorée dame & mère, notre très-cher & très-ami frère, le Duc d'Orléans, les Princes & Officiers de notre Couronne, & principaux Seigneurs de notre Conseil, NOUS avons dit & déclaré, & par ces présentes signées de notre main, disons & déclarons, que notre intention, & le but principal auquel nous entendons, & à quoi nous désirons & essaierons par tous moyens de parvenir, est d'obtenir de la grace & miséricorde divine, que sa gloire soit plus que jamais éclatante en toutes les parties de ce Royaume; réunir tous nos Sujets en l'unité de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine; par toutes les bonnes voies de douceur, d'amour, de patience & bons exemples; rétablir la splendeur & dignité de l'Eglise par l'exacte observation des constitutions Ecclésiastiques, générales & particulières, & de nos Ordonnances qui les concernent.

Maintenir nos Sujets de la Religion prétendue réformée en toute la liberté que nous leur avons accordée, les faisant jouir tranquillement de leurs biens & Offices, & du bénéfice des Edits & Graces qu'ils ont obtenus de Nous; attendant qu'il plaise à Dieu illuminer leurs cœurs, & les ramener au giron de son Eglise, afin que nul d'eux prête l'oreille aux persuasions de ceux qui cherchant leur propre bien dans la ruine publique, les vont séduisant & pervertissant pour les précipiter dans les rébellions & perduellions infâmes.

Remettre les bonnes mœurs en toutes les parties de l'Etat, & le bon ordre en toutes les fonctions publiques.

Avantager notre Noblesse de plusieurs Graces & Privilèges, pour entrer aux bénéfices, charges & offices, tant de notre Maison que de la Guerre & autres, selon qu'ils s'en rendront capables : Faire instituer gratuitement ès excercices propres à leurs conditions, les enfans des pauvres Gentishommes, & employer ceux de cet Ordre, tant sur la mer que sur la terre, ès compagnies de cheval & de pied, avec bons appointemens, si bien payés & réglés, que la condition en sera désirée de tous, & que chacun connoitra que l'exécution de ce dessein est la terreur des ennemis, le secours des pauvres Gentishommes, le bien & soulagement du Peuple, & le plus honorable emploi que nous puissions donner à la valeur & courage de cet Ordre.

Faire fleurir la justice en tous ses degrés, & nos ordonnances en leur première vigueur : délivrer nos sujets des vexations qu'ils reçoivent par les dérèglemens de cette fonction.

Rétablir le commerce & la marchandise : renouveler & amplifier ses privilèges, & faire enforte que la condition du trafic soit tenue en l'honneur qu'il appartient, & rendue considérable entre nos sujets, afin que chacun y demeure volontiers, sans porter envie aux autres conditions.

Et pour le dernier point, diminuer les charges qui sont sur notre pauvre peuple, par tous les moyens que nous en pourrons avoir : ce que nous avons bien voulu déclarer plus particulièrement par ces présentes, par lesquelles nous nous obligeons en foi & parole de Roi, de le soulager & décharger de trois millions de livres ès cinq années prochaines,

compris les fix cents mille livres , dont nous l'avons soulagé en l'année présente. De sorte qu'en l'année mil fix cent trente-deux , nos sujets se trouveront déchargés de ladite somme de trois millions de livres , de ce qu'ils ont porté en l'année dernière mil fix cents vingt-six. Ce que nous ferions en une seule fois dès-à-présent, si nous pouvions en un instant augmenter d'autre part notre revenu , comme nous entendons faire dans ce tems par le rachat de nos Domaines & droits aliénés sur nos tailles & Gabelles. Ce que nous déclarons à tout notre Royaume , pour rendre nos intentions connues à tous , & que nos sujets sachent le soin que nous prenons de leur repos , enrichissement & prospérité. Voulant croire qu'ils essayeront tous en général & particulier , de se rendre dignes de si grands biens , & de contribuer de tout leur pouvoir à l'entretenement de la paix , & de la libre jouissance des graces & faveurs que la divine bonté nous inspire de leur procurer.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Amés & Féaux les Gens tenant nos Cours de Parlemens , Chambres des Comptes & Cours des Aides , que ces Présentés ils aient à faire lire , publier & enregistrer , & icelles publier & registrer par tous les Siéges de leurs ressorts à ce accoutumés. Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à cesdites présentes. DONNÉ à Paris , le seizième jour de Février 1627 , & de notre règne le dix-septième. *Signé* , LOUIS ; & sur le repli , par le Roi , DE LOMÉNIE ; & scellée du grand Sceau de cire jaune.

*HARANGUE du Roi HENRI IV,
à l'Assemblée générale des Notables des
trois Ordres de la France, tenue à Rouen
le 4 Novembre 1596.*

Si je voulois acquérir titre d'orateur, j'aurois appris quelque belle & longue harangue, & la prononcerois avec assez de gravité; mais, Messieurs, mon desir tend à deux plus glorieux titres, qui sont de m'appeller LIBÉRATEUR ET RESTAURATEUR DE CET ETAT. Pour à quoi parvenir je vous ai assemblés. Vous savez à vos dépens, comme moi aux miens, que lorsque Dieu m'a appelé à cette Couronne, j'ai trouvé la France non seulement quasi ruinée, mais presque toute perdue pour les François. Par grace divine, par les prières, par les bons conseils de mes serviteurs qui ne font profession des armes, par l'épée de ma brave & généreuse Noblesse (de laquelle je ne distingue point mes Princes, pour être notre plus beau titre, foi de Gentilhomme), par mes peines & labeurs, je l'ai sauvée de perte; sauvons la à cette heure de ruine. Participez mes sujets à cette seconde gloire avec moi, comme vous avez fait à la première. Je ne vous ai point appelés, comme faisoient mes prédécesseurs, pour vous faire approuver mes volontés. Je vous ai fait assembler pour recevoir vos conseils, pour les croire, pour les

fuivre , bref , pour me mettre en tutelle entre vos mains ; envie qui ne prend guères aux Rois , aux barbes grises , aux victorieux : mais le violent amour que je porte à mes sujets , l'extrême desir que j'ai d'ajouter deux beaux titres à celui de Roi , me fait trouver tout aisé & honorable. Mon Chancelier vous fera entendre plus amplement ma volonté.

BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 05291 448 6

BPL1RB

39999052914486

France. Assemblée des not
Procès verbal de ce qui
s'est passé a l'Assemblée